LETTRES

DE BEAUSÉANT.

— GENÈVE. IMPRIMERIE CH. GRUAZ. —

LETTRES

DE

BEAUSÉANT.



Reckless whence and where the wind.



GENÈVE,
CHEZ LES PRINCIPAUX LIBRAIRES.

1849

Les deux premières de ces lettres ont été conservées ici, quelque vieillies qu'elles soient par leur date et surtout par les événements survenus depuis, et malgré leur caractère de spécialité à une petite contrée. Elles ont été conservées, parce qu'elles résument jusqu'à un certain point et avec un certain ensemble, à propos d'une application particulière, plusieurs des idées générales proéminentes dans cet écrit, et depuis longues années évidentes pour l'auteur. Cette application, d'ailleurs, est d'autant plus opportune, que l'Etat auquel elle se réfère était, à tout prendre, dans son exiguité, le type le plus complet de l'idéal, ou plutôt du plus passable pis-aller politique qui fût réalisé; qu'il était dans l'ordre moral et dans l'ordre matériel souverainement prospère et heureux; et que, par l'abandon insensé des principes qui le faisaient tel, et l'adoption des principes adverses, dans la circonstance pourtant la plus favorable à ces principes, c'est-à-dire avec la complicité des pouvoirs temporels et spirituels, il est depuis lors tombé, en quelques mois, pour ne pas dire en quelques semaines, au fond d'un abîme de désorganisation et de misère matérielle et morale. C'est donc là une excellente, bien qu'à jamais déplorable, *illustration* d'un ensemble d'idées.

Ces premières pages, si elles ont un mérite, auront

celui d'avoir dit à leur jour ce que personne sur le continent ne publiait, que je sache. Beaucoup, dix-huit ans avant, professaient les principes sur lesquels ceci se fonde; beaucoup, sous l'impression du coup de foudre, les reconnaissent maintenant, et les reconnaîtront quelque temps encore. Mais alors le vent ne soufflait pas dans ce sens. Celui qui a écrit ceci réclame le mérite fort simple et qui même n'en peut être un que par comparaison, de tenir peu de compte du vent qui souffle, de la mode du jour, et, en dehors de sa valeur intrinsèque, de l'idée qui a cours; de penser, bien ou mal, mais enfin de son mieux, sans être un écho; et d'avoir vu qu'il y avait un précipice, et que certaines voies y menaient sans faute; de l'avoir vu avant qu'on y fût tombé, seul indice du précipice pour la plupart.

Toutes ces lettres ont été écrites sans qu'on pût consulter aucun livre. Il se pourrait donc qu'il s'y trouvât quelques légères erreurs de dates ou de citations. On croit pouvoir affirmer qu'il ne s'y en trouve aucune de nature à affecter essentiellement la justesse des points auxquels elles peuvent se rapporter.

9 Mars 1849.

PREMIÈRE LETTRE.

12 Août 1847.

Vox clamantis in deserto

. . . .
. . . Vous ne vous étonnerez pas, Monsieur. . . . . . . que je porte un vif intérêt à ce qui se passe de l'autre côté des Alpes. J'y en porte un aussi très-vif, comme homme, qui, dans sa solitude et son inactivité, se préoccupe presque exclusivement des choses de la pensée, des idées sociales et des grands intérêts généraux de l'humanité; qui, voyant certaines idées, qu'il croit exclusivement saines et salutaires, périr ou s'ébranler presque partout par l'erreur ou la faiblesse de leurs dépositaires et de leurs gardiens naturels, couve de l'œil les contrées chaque jour plus rares, que ces principes, désertés par le flot de l'opinion, illuminent et abritent encore. J'ai assez longtemps et consciencieusement partagé les principes adverses; je n'en sens que mieux leur vide et leur danger. J'avais cru à l'aptitude des masses à se gouverner. Là est l'erreur qui fourvoie et entraîne le monde.

Je veux parler du mouvement qui s'exalte en Italie, des idées qui y gagnent du terrain, surtout par la redoutable et par trop naïve étourderie du Pape actuel. Puisse-t-il avoir la volonté et le temps de réparer des fautes qui le menacent

de ruine, et tous ses voisins ! S'il ne le fait pas, sauf un miracle, et au point de vue purement humain, la papauté est perdue par le fait du Pape ; et le triste et aveugle Mastai aura été le dernier Pape vraiment Pape, libre.

Mais c'est aussi en Piémont que je contemple avec effroi le progrès de ces tendances. Je n'en puis juger que par quelques ouï-dire, par les journaux et quelques opuscules italiens publiés à l'étranger, entr'autres l'écrit plein de talent et d'absurde de M. Durando ; et surtout par quelques écrits remarquablement dépourvus de tous mérites, soit pour le fond, soit pour la forme, ceux de MM. de Balbo et d'Azeglio, par exemple ; mais qui semblent emprunter à la position sociale de leurs auteurs, d'ailleurs fort honorables et indépendants, dit-on, cette sorte de valeur de la girouette qui indique d'où souffle le vent.

Il est deux tendances bien dangereuses pour ce pays : la tendance soi-disant libérale, et celle de l'hostilité contre l'Autriche.

Je comprends, certes, que tout Gouvernement doit, en *conservant* (ce qui est l'essentiel) les biens moraux et physiques acquis au peuple, tout faire pour augmenter ces biens, pour donner des progrès réels, pour tout améliorer sans turbulence, surtout sans jamais compromettre en rien le principe et l'intégrité du pouvoir, dont la conservation est le plus grand service qu'il puisse rendre aux peuples. Je sais qu'il doit, dans l'accomplissement de sa mission toute de dévouement, faire tout pour le peuple ; mais je crois qu'il doit faire le moins possible par le peuple. L'idée énergiquement désignée en anglais par le mot *selfgovernment*, est, je crois, parfaitement impraticable et funeste. Croire cela ou croire le contraire, c'est le nœud de la question ; cela décide de tout le point de vue politique. Que le *selfgovernment* soit impraticable, je le regrette et beaucoup ; car j'ai personnellement le goût le plus vif pour la liberté politique;

et, en sentant parfaitement les avantages et les agréments, je voudrais que tous les hommes en pussent jouir. Mais je la crois absolument impraticable, sauf de très-rares et transitoires exceptions, qu'on peut à peine espérer de réaliser, et qu'il faut toujours trop chèrement acheter. Là où cette exception a été payée, existe, comme en France, je pense qu'il faut tout faire pour l'appuyer et la faire durer ; d'abord parce qu'elle existe, et que le premier mérite de tout gouvernement, pour peu qu'il soit passable, c'est d'exister, son premier devoir de subsister, son plus grand tort possible de se laisser choir; ensuite parce qu'elle a assez de bon, tant qu'elle dure. Puisse-t-elle durer longtemps !

Il y aurait folie, je crois, à rêver sur la terre un idéal de gouvernement, qui ne saurait s'y trouver; la monarchie n'est point un idéal ; les vices et les inconvénients possibles en sautent aux yeux ; mais entre tous les pis-aller, seule chose à laquelle on puisse prétendre, la monarchie, je veux dire celle où le pouvoir royal traditionnel mitigé par les mœurs est prépondérant, la monarchie est évidemment le meilleur, ou, si l'on veut, le moins mauvais possible; le seul qui puisse promettre de la stabilité, de l'ordre, de la cohésion, de la durée. Cela est incontestable, ce me semble, lorsque cette monarchie, non pas à fonder, mais existante, existe, comme en Piémont, avec les plus souhaitables conditions de traditions ininterrompues, d'antécédents, de religion, de mœurs, d'habitudes, de hiérarchies, d'opinion, et aussi de personnel dynastique.

Partout le peuple, la démocratie, s'est montré parfaitement inapte à prendre part au gouvernement. Si l'on excepte l'aristocratique Angleterre, où les habitudes délibératives sont vieilles et enracinés, qu'à défaut de la royauté, l'aristocratie gouverne et surtout *gouvernait;* si l'on excepte les Etats Unis, deux pays placés dans des circonstances tout exceptionnelles, et qui, ces circonstances disparaissant ou

s'affaiblissant, seront aussitôt, s'ils ne le sont déjà, l'un du moins, sur la mauvaise pente, *très-rapide peut-être*, de leur décadence ; la France seule *semble* avoir réussi à faire au peuple sa part ; mais combien elle a payé cher cet apparent succès, qui n'a, je le crains bien, qu'un bien bref avenir, et que la grande adresse du roi Louis-Philippe soutient peut-être seule.

Dans le système *représentatif*, qui toujours devient forcément *parlementaire*, il y a, entre de nombreuses impossibilités (entre autres celle d'avoir des élections sincères), une impossibilité radicale, péremptoire, inéludable : celle de l'entente sur le choix des ministres, légalement attribué au roi, comme sa seule puissance, mais dont on ne peut empêcher l'élément populaire de s'emparer par le vote de l'impôt, devenant ainsi plus que prépondérant : absolu, despotique. Impossibilité, contradiction, conflit, qui ne se peuvent esquiver ou amortir quelque temps, quand défaille l'aide de certaines circonstances essentiellement transitoires, qu'à force d'adresse, de souplesse, de roueries, de *corruption*, de sophismes, de palinodies et de tours de passe-passe. En dehors de cette déplorable échappatoire, anarchie.

Et quand le gouvernement représentatif serait, ce qui n'est pas, possible avec quelque durée en temps de paix, il serait impossible en temps de guerre, de *guerre sérieuse*. Il ne pourrait la faire qu'en risquant, ou plutôt, à moins d'un miracle, qu'en perdant son *existence*, pour faire place à la démagogie révolutionnaire, qui, elle, ne peut faire que la guerre révolutionnaire ; ou en perdant sa *nature*, pour devenir absolu. Donc, immense danger pour le pays de subir la conquête, suite probable à la longue de l'état révolutionnaire, ou de subir un despotisme brusquement improvisé de la moins paternelle espèce. Donc aux monarchies, aux aristocraties peut-être aussi, la faculté des guerres politiques ; aux gouvernements révolutionnaires les guerres révolution-

naires ; aux gouvernements parlementaires, tant qu'ils durent, l'inertie, sauf à devenir révolutionnaires ou despotiques. Or, qu'est-ce qu'une fragile et factice constitution politique, qui doit se briser au premier de ces graves efforts inévitables dans la vie des peuples ? Qu'est-ce qu'un régime qui ne peut risquer, qui ne peut accepter, qui ne peut faire la guerre ?

Le peuple, dans les affaires, est inintelligent, étourdi, turbulent ; violent, injuste, arbitraire ; spoliateur, féroce parfois ; tapageur, batailleur sans cause et sans justice ; s'enivrant de mots vides, de logomachies variables et d'un puéril bruit. Il est dépensier, gaspilleur, banqueroutier ; mobile à l'extrême, sans conscience de sa responsabilité ; insurrectionnel et révolutionnaire ; anarchique et tyrannique à la fois. Même quand il veut l'ordre et la conservation, il est inapte à en reconnaître, à en apprécier, à en subir, à en accepter les conditions nécessaires. Il ne sait pas prévoir la liaison entre les causes et les effets.

Quand un ébranlement redoutable le place en face de l'anarchie imminente, s'il en a le temps, il se rejette brusquement en arrière ; et s'il trouve par bonheur à sa portée quelque point plus ou moins solide d'autorité, il s'y rattache, s'y cramponne ; pendant quelque temps il est gouvernable ; car dans son effroi il veut le pouvoir fort ; et par cela même, autant que le pouvoir sait l'être, le peuple, dans certaines limites pourtant, restreintes par ses instincts étroits et ses idées faussées, le laisse être fort. Mais si le peuple a conservé un pied dans le gouvernement, dès que le danger s'éloigne et s'affaiblit, toutes ses passions, tous ses instincts inintelligents et anarchiques reprennent le dessus. Poussée par son esprit tracassier, frondeur et hargneux, par cette sotte disposition qui toujours rend populaire l'opposition au pouvoir, souffle vital pourtant des sociétés, poussée par la presse essentiellement opposante et subversive, la démocratie devient ingouvernable ; sans le savoir, marche ou plutôt

court à l'abîme; et bêtement sappe, harcelle, accule le pouvoir. Pour peu que celui-ci, harrassé, abasourdi, entraîné par un désir de popularité, par la peur, ou gagné par les folles théories, se fourvoie, s'abandonne, s'endorme ou faiblisse un instant, elle renverse ou laisse tomber, avec de stupides cris de joie, sauf à s'en désespérer la minute d'après, ce pouvoir qui seul la retenait paisible et prospère sur le bord du gouffre d'anarchie et de ruine. Elle le renverse, l'insensée, presque innocente à force d'inintelligence, sans savoir combien c'est chose merveilleusement précieuse qu'un *pouvoir;* combien c'est chose difficile, presque impossible à fonder; combien pour cette œuvre il faut de temps, d'efforts, de larmes, de souffrances et souvent de sang; combien des hommes du moindre sens, loin de le rendre responsable des erreurs de son représentant ou de ses agents, devraient être soigneux de l'entourer de respect, d'appui, de dévouement; de voiler, s'il y a lieu, sa nudité dans son ivresse; enfin devraient s'empresser d'excuser et de pardonner les erreurs de ce *pouvoir* que le plus grand intérêt social est de conserver, qui rend à la société un immense service par le seul fait *d'être.*

Les représentants du pouvoir peuvent être plus que médiocres, inintelligents autant peut-être que l'est le peuple, égoïstes, corrompus même; mais, à moins que cela ne dépasse certaines limites (ce qui ne pouvait guère arriver dans nos sociétés modernes, contenus qu'ils étaient par les lois, les mœurs, les traditions, l'opinion), par le seul fait que ces hommes, si médiocres soient-ils, sont le pouvoir, ils en prennent les instincts; instinctivement ils s'en identifient la cause, ils en sentent les nécessités. Placés par leur position souveraine devant un immense horizon, presque forcément élevés par la conscience de leur haute mission, forts de la force du fait établi, de la tradition plus ou moins longue, de la majesté du droit, de la légitimité ou du moins de la léga-

lité de l'ordre qui vit en eux, de l'instinct social de conservation, il leur suffit presque de ne pas abdiquer, de vouloir être, pour être, se maintenir et durer. Mais ce pouvoir, vivace pour durer, tombé, quelle tâche, quelle œuvre quasi-surhumaine que de le rétablir, de le faire revivre !

Songer à mesurer au peuple dans le gouvernement une part, est folie. La Prusse l'expérimente. S'il a un peu, il aura tout. Cette part en comprendra nécessairement une dans la fixation de l'impôt ; dès qu'il touchera aux cordons de la bourse, il les saisira entièrement. Dès qu'il les tiendra, il tiendra le sceptre. En réalité il choisira les ministres, et les renversera comme des capucuins de cartes. Au milieu des folles oscillations, des dégoûtantes palinodies des majorités et des minorités, le roi, tant qu'on le laissera régner, jusqu'à ce que, plus tôt ou plus tard, le trône et la société s'abîment dans un cataclysme ou dans une lente anarchie, le roi ne sera plus qu'un roi de théâtre, une griffe à signatures, et n'aura plus de puissance que celle que, s'il est adroit et peu scrupuleux, il escamotera de façon ou d'autre, au détriment de la conscience publique et de la dignité du pouvoir. Et le peuple, que cet escamotage sauvera transitoirement de lui-même, sera, s'il avait quelque sens, réduit à s'en féliciter. Car le vieux Corneille l'a dit :

Le pire des Etats, c'est l'état populaire.

On va disant partout que les rois s'en vont : *Dî hoc omen avertant*. Si la royauté disparaissait, certes, après une horrible et plus ou moins longue anarchie, elle réapparaîtrait, car elle est nécessaire ; mais, disparue traditionnelle, modérée, paternelle, elle réapparaîtrait usurpée, violente, terrifiante et disputée. Au lieu du roi, les tyrans ; car la république, mot sinistre et absurde, rêve insensé, ne vaut vraiment pas la peine d'être nommée. Comme forme de société et de gouvernement méritant ce nom, elle est tout simplement essentiellement impossible. Sous ce nom décevant et funeste, l'anar-

chie continue ou plus ou moins intermittente, la dictature, la terreur même, l'anarchie, l'anarchie surtout, ne sont que trop possibles; la république, non. Pour toute intelligence de quelque valeur, elle est au-dessous de toute discussion.

Si l'on passait en revue les diverses idées du répertoire libéral, on les trouverait presque toutes spécieuses et funestes. La garde nationale, étant le peuple armé, a tous les défauts du peuple, plus des armes. A moins que l'anarchie ne soit flagrante (amenée probablement par le libéralisme lui-même), la garde nationale est une vicieuse et inconservable institution. La France, dont les journaux la préconisent pour l'Italie, la France a dû la laisser tomber en désuétude à peu près partout.

Prétendue soupape de sûreté, véritable torche incendiaire, inextinguible brandon de révolte et de discorde, la publicité ou liberté de la presse, qu'en théorie on montre faisant triompher le juste et le vrai par la libre discussion, et comme la lance d'Achille (c'est la phrase banale) guérissant les blessures qu'elle fait, la liberté de la presse, ulcère toujours saignant et gangrené, éternel élément de fièvre et de désordre, grâce à la triste nature humaine, fait habituellement prévaloir le faux sur le vrai, le funeste sur le salutaire, la passion aveugle et la mauvaise foi sur la sagesse et la justice. Elle fausse rapidement toutes les idées, tous les instincts. Par elle tout pouvoir, par elle la religion, la morale et la société sont perpétuellement battues en brèche, et profondément atteintes. Par elle toutes les réputations sont polluées, toutes les plaies envenimées, tous les instincts dangereux excités, tous les tristes côtés de l'état social étalés et par-là même aggravés, toutes les institutions démonétisées, le pouvoir est avili, le gouvernement rendu impossible. Toute répression mollit contre elle, tout pouvoir fléchit devant le sien; l'ignoble corruption seule peut en avoir partiellement raison; partiellement, car toute complication de ce genre est une prime offerte à l'agression.

Je parle, Monsieur, pour un état de société se rapprochant, comme celui du Piémont, autant que possible du normal. Suivant qu'on s'en éloigne, et selon les points sur lesquels on s'en éloigne, il existe sans doute, à part certaines vérités immuables, nécessaires, il existe une vérité, des vérités relatives, ou plutôt une bonté, une utilité, une opportunité relatives, qui toujours toutefois doivent comporter la tendance (autant que possible, vu les circonstances, les institutions, les préjugés) à se rapprocher du normal. Ce genre de vérité, souvent intrinsèquement très-fausse, de bonté, souvent intrinsèquement mauvaise, que la circonstance impose, prend quelquefois un caractère, si je puis me permettre cet anglicisme, *remédial;* il est transitoirement et curativement vrai contre un mensonge, bon contre un mal, salutaire contre un désordre morbide. Le quinquina serait une détestable nourriture pour l'homme sain; pour le fiévreux, c'est un remède sauveur. Heureusement en Piémont, jusqu'à ce jour, la santé domine dans l'état politique. Faisons donc de l'hygiène pour l'homme à peu près sain. Que le pouvoir se soit fidèle à lui-même, et la santé persistera.

Déplorable résumé de la déplorable pseudo-science baptisée du nom d'économie politique, le *libre échange*, nouveau et funeste dada qui vient d'être jeté à l'opinion du monde, et que le triste Cobden vient de prêcher si librement à l'Italie, que la trahison de sir Robert Peel a fait triompher en Angleterre, la liberté des échanges, mauvaise partout, serait mortelle, si je ne me trompe, partout ailleurs qu'en Angleterre, où, par une anomalie qui ne peut durer et qui doit finir par un cataclysme, la production industrielle, douée d'une grande supériorité actuelle, en majorité calculée pour l'exportation, toujours en quête de débouchés qui vont lui échappant sans cesse, surpasse la production agricole. Partout ailleurs que là ou dans quelques autres sociétés anormales comme le fut la Hollande, le marché intérieur seul est d'une

valeur énormément prépondérante, et le travail national aussi. Pour eux, tout doit être fait.

Il est évident que tout pays doit s'arranger pour produire en quantité suffisante pour sa consommation, fût-ce même avec quelque désavantage, tous les objets indispensables : blé, combustible, fer, poudre, bois, vin, tissus, etc., que la nature lui permet de produire. Compter, pour un approvisionnement nécessaire et qui par conséquent ne doit pas être chanceux, sur l'étranger, qui peut rencontrer ailleurs de meilleurs débouchés, ou même devenir ennemi, c'est une folie sans nom ([1]). Le *libre échange* est un de ces funestes

([1]) Il est une science économique qui a des entrailles, qui ne se borne pas à envisager la production et la consommation sans s'inquiéter de la souffrance des producteurs broyés dans les brusques soubresauts de ces machines sans règles, de ces machines dont on peut, dont on doit déplorer, mais dont malheureusement on ne peut annuler l'existence. Il est évident que pour cette science ce sera, dans un pays à peu près normal, à peu près assorti dans sa production, chose fort désirable de restreindre la concurrence entre producteurs dans les limites d'une nationalité soumise aux mêmes lois, de dimensions géographiques qui permettent à l'œil industriel d'en embrasser l'ensemble ; d'une nationalité qui se trouve dans des conditions industrielles et sociales à peu près identiques, sur laquelle enfin l'œil vigilant d'un Gouvernement paternel puisse apercevoir et sa main appliquer les expédients les plus propres à ménager les transitions, à amortir les trop brusques changements industriels, à soulager les indicibles souffrances qui en peuvent résulter, enfin à sauver ou à adoucir les crises. Il est évident que cela vaut incomparablement mieux que de laisser les travailleurs du pays à la merci, par la concurrence, et solidaires de toutes les crises, de tous les changements industriels ou sociaux qui peuvent survenir sur toute la surface du globe.

Au travail, avant tout, des débouchés aussi certains, aussi réguliers que possible, qui permettent de proportionner le plus possible la production à la consommation, l'offre à la demande. Il faut le préserver des brusques et redoutables alternatives de fiévreuse acti-

rêves théoriques que, sous le nom de progrès, le libéralisme jette au monde, et pour son malheur réussit trop souvent à lui imposer, en faisant plier, à force de sophismes, non seulement les vérités les plus évidentes, mais même, malgré

vité et de mortelle atonie, de richesse exubérante et de détresse. Cela, on ne le peut qu'en garantissant le marché intérieur au travail national, et (sauf pour ce qui est produit essentiellement exotique, et pour tout ce qui, n'étant pas absolument nécessaire, ne peut être produit sur le sol que dans des conditions très-défavorables) en fermant le marché à la concurrence étrangère par des droits aussi protecteurs que le permet la possibilité de la contrebande, possibilité qui se mesure à la prime d'assurance de la contrebande. On ne le peut (sauf certaines productions spéciales au pays, ou certaines industries s'exerçant avec des avantages particuliers sur des produits indigènes, et sauf ce qui doit compenser à peu près les importations forcées), qu'en engageant autant que possible les producteurs nationaux à produire pour le marché intérieur. Qu'on ne cherche pas à placer en antagonisme les producteurs et les consommateurs; car tout le monde est l'un et l'autre; ces intérêts sont donc identiques; on ne consomme à la longue, et à moins de manger son capital, qu'autant qu'on produit; le premier intérêt pour le consommateur n'est certes pas d'acheter à bon marché ce qu'il ne produit pas, mais d'écouler avec certitude et avantage ce qu'il produit. Enfin, au travail national le marché intérieur, et au marché intérieur le travail national.

Ceci se réfère spécialement à l'industrie proprement dite, ou industrie manufacturière. C'est encore d'une vérité bien plus urgente pour ce qui regarde l'industrie agricole, presque en entier appliquée à des denrées de première nécessité. Le *libre échange* serait aussi vrai qu'il est faux pour l'industrie, qu'il resterait encore faux et mortel pour ce qui touche à l'agriculture. Il faut que le sol, cet immense instrument, cette inépuisable matière première, ce grand patrimoine de la société, conserve toute sa valeur. Il faut que le pays, sinon pour le luxe, au moins pour les nécessités, se suffise; seule garantie de vie, de liberté et de nationalité. Mais tout cela est d'une évidence si éblouissante, qu'on se trouve presque honteux d'avoir à le soutenir.

leur clairvoyance, les intérêts les plus énergiques, que l'expérience désabusera, je le crains, trop tard.

Incidemment je dois dire que le Piémont me semble se préoccuper trop des questions de transit. Que reste-il du transit aux pays traversés ? Bien peu de chose.

Je suis honteux, Monsieur, si vous avez la patience de me lire, de vous fatiguer de cette longue énumération, et surtout de ne pas en rester là. Il est deux faits épisodiques, tout-à-fait de circonstance, s'ils sont exacts, que j'ai notés avec peine, comme symptômes : la consécration à Gênes, par le renouvellement de je ne sais quel monument, de l'expulsion des Autrichiens, sous le marquis de Botta, comme si les Piémontais n'eussent pas été alors les alliés des Autrichiens ; et surtout la consécration d'une statue à l'odieuse mémoire de Bonaparte, l'homme qui a le plus abusé, pour le malheur de l'humanité, des plus éclatantes facultés ; qui l'a tant méprisée, lui a fait tant de mal, et de mal permanent ; et ce monument sur le champ de bataille de Marengo, bataille qui a définitivement alors arraché ses Etats à la Maison de Savoie, au Piémont sa nationalité. Patriotiques souvenirs !

La seconde tendance, qui me paraît bien dangereuse, c'est celle de l'hostilité contre l'Autriche. Je suis fort loin de prétendre idéaliser l'histoire passée et présente de l'Autriche ; cette puissance, comme toutes les autres, s'est montrée bien souvent par trop égoïste, ou inintelligente. Mais, à tout prendre, c'est encore la plus conservatrice des puissances. Non par dévouement, chose qu'il ne faut pas demander aux gouvernements, qu'ils n'auraient même pas droit d'avoir pour d'autres que leurs sujets, mais par la nature de sa position et pour son intérêt propre, elle sauvegarde tout en Italie ; les faits sont là. Elle est sans contredit l'alliance essentielle au Piémont. Sans être son servile satellite, sans se laisser opprimer par elle (chose facile à obtenir, car l'Autriche a presque autant besoin du Piémont que le Piémont de

l'Autriche), je ne comprendrais pas que le Piémont ne cultivât pas cette alliance avec un soin constant, et sans s'arrêter à d'insignifiantes causes d'irritation. L'esprit révolutionnaire a bien la conscience de ce grand rôle conservateur que joue l'Autriche ; sa haine le prouve, à travers tous ses patelinages dynastiques et toutes ses déclamations patriotiques ; car je ne puis, pour le plus grand nombre, prendre au sérieux ce patriotisme géodésique et idiomatique, professé à grand renfort d'érudition et de colères pour l'unité italienne, et contre l'étranger, *le barbare qui souille le sol sacré de l'Ausonie*. L'Italie n'est qu'une patrie abstraite ou conventionnelle ; la patrie piémontaise en est une très-réelle, qui serait singulièrement altérée en se mêlant à toutes les nationalités italiques. Et quand il n'en serait pas ainsi, quand l'extension de la patrie n'en serait pas l'adultération et le sacrifice à peu près complets, cette extension ne serait-elle pas mille fois trop achetée au prix du sacrifice, fait aux idées révolutionnaires, de toutes les idées sociales, saines et conservatrices? Mieux vaut une patrie restreinte, qui se sent réelle, traditionnelle, homogène, légitime, qu'une grande pseudo-nationalité (quand elle pourrait être réalisée), hétérogène et anarchique, livrée aux idées dissolvantes, à tous les désordres, sous la main impuissante d'un pouvoir nominal.

Quant à l'Autriche en Italie, c'est bien le moins étranger des étrangers. Depuis tantôt un siècle et demi elle règne à Milan, et y règne, y administre bien ; l'extension de son règne à la Vénétie est un bienfait et un progrès pour la Vénétie. L'Autriche, ce n'est pas une nation teutonique conquérante en Italie ; c'est un empire, c'est une dynastie réunissant sous le même sceptre, pour leur grandeur et leur avantage communs, cinq ou six nationalités diverses, sans trop les sacrifier l'une à l'autre, sans qu'aucune soit le tyran ou même la suzeraine des autres. Cette dynastie, cet empire

s'appellent l'Autriche, parce qu'il faut bien qu'ils s'appellent de quelque façon. Par le fait que cette dynastie a son siége, cet empire son centre à Vienne, il est vrai que la nationalité germanique prédomine ; mais il faut bien qu'ils aient une capitale quelque part ; et la prédominance n'est pas excessive. Je regarde donc la clameur contre l'étranger teutonique comme en très-grande partie injuste et factice ; je crois que l'Autriche à Milan est une bonne souveraineté pour ses Etats italiens, une inappréciable voisine pour ses voisins italiens.

Puisse, je le souhaite plus que je ne l'espère, l'ordre se rétablir en Italie dans les idées, l'harmonie entre les gouvernants et les gouvernés ! Puisse se calmer l'agitation factice et funeste, soufflée en partie du dehors, surtout causée et entretenue par le voisinage de théories et d'institutions pleines de séductions dans le mirage, de déceptions dans la réalité ! agitation sur laquelle spéculent sans doute bien des brouillons démagogues de l'école d'Ochsenbein, ou politiques de l'école de ce boute-feu de lord Palmerston.

Puissent les gouvernants des divers Etats se tenir en garde contre de funestes concessions, dans lesquelles il ne dépendrait pas d'eux de s'arrêter ! On voudrait vainement prendre du libéralisme à petite dose; sa nature est d'être insatiable; *ses modérés sont surtout bons à ouvrir, sans le savoir et sans le vouloir, la porte aux exaltés révolutionnaires*, les whigs aux radicaux. Il ne faut jamais, contre sa propre conviction de ce qui est bon et opportun, faire à une opinion fourvoyée de concessions que de ce qu'on ne peut absolument pas refuser; il ne faut jamais aller jusqu'à en faire qui rendent impossible de gouverner; mieux vaudrait se retirer d'emblée; et sur ces concessions il faut, dans l'intérêt de la société, conserver la tendance à revenir, jamais à progresser. Ainsi, le capitaine qui dans la tempête sacrifie une portion de sa cargaison et de ses agrès, ne sacrifie pas ceux sans lesquels la marche du navire deviendrait impossible. Ceux

que, utiles, quoique non absolument nécessaires, il a jetés à la mer, il se hâte de se diriger vers un port où il puisse les rétablir à son bord. Le Piémont n'en est pas là.

Puissent les chefs des Etats ne jamais prendre l'application d'une idée fausse pour un progrès! le progrès le plus essentiel, surtout aujourd'hui, est celui de la stabilité. Au point de vue le plus favorable, ce qu'on appelle la liberté est, dans la dose possible, le luxe des sociétés; le nécessaire pour elles, c'est le pouvoir, c'est l'autorité. Chaque jour, hélas! l'autorité va mourant dans le monde, qui vivait de sa vie et qui mourait sans elle. Puissent ces chefs ne jamais se laisser séduire par certaine popularité bruyante et redoutable! L'opinion, trop souvent, d'ordinaire, presque toujours quand elle est travaillée et surexcitée par les partis, donne à faux et serait un funeste guide; alors ce doit être presque toujours, aux yeux du bon sens, un préjugé contre une idée ou une mesure, que d'être recommandée par ce qu'on appelle l'opinion ainsi vociférée. Un vieux proverbe dit: « Pour savoir ce que tu ne dois pas faire, vois ce que ton ennemi désire que tu fasses. » Le libéralisme est l'ennemi des sociétés; ses conseils, il faut en tenir grand compte pour se défier de les suivre. Or le libéralisme se dit, serine, fausse, proclame, ment l'opinion. Je ne sais quel ancien, parlant en public et s'entendant applaudir par la foule, se retourne vers son voisin: Quelle sottise viens-je de dire? lui demande-t-il. Pie IX, au balcon de son palais ou fêté par les acclamations de la rue, pourrait souvent se demander: Quelle faute viens-je de faire?

Puisse le Piémont se préserver ou même se guérir de la contagion redoutable d'idées et de passions voisines! Puisse cet Etat, jusqu'à présent, ce me semble, le plus normal, le moins loin de l'idéal, continuer sous sa dynastie, qui s'est toujours montrée la plus apte à sa haute fonction, continuer dans son intégrité actuelle et sans imprudentes ambitions

d'extension territoriale achetée au prix de son identité et des plus précieux avantages sociaux, continuer à jouir de l'ordre matériel et moral, de la sécurité et de la liberté pratique! Il les a trouvés, il les conservera sous l'égide du pouvoir incontesté d'une royauté paternelle; de la religion florissante, mais surveillée dans son action extérieure, surtout tant qu'elle aura un chef aussi étourdiment excentrique que celui qu'elle subit aujourd'hui; de l'éducation profondément religieuse, fortement organisée, sagement tantôt dirigée, tantôt surveillée par l'Etat, appuyée sur les ordres religieux, sans en excepter certes le plus apte à cette œuvre; sous l'égide de la famille et de la propriété fortement et stablement constituées; des hiérarchies sociales, bien plus utiles aux masses qu'à ceux mêmes qui en occupent les sommets; enfin de toutes les bonnes traditions, trésor des peuples heureux pour qui cette chaîne sacrée du passé n'a pas été rompue.

Pardon, Monsieur, etc.

DEUXIÈME LETTRE.

15 Novembre 1847.

Qu'un cierge ou une torche l'allume,
l'incendie est l'incendie.

. . . . Puissé-je me tromper dans toutes mes appréciations, et par conséquent dans mes prévisions actuelles ; car j'avoue que c'est avec une sorte de consternation que je regarde de l'autre côté des Alpes. J'y vois toutes mes craintes dépassées, surtout dans la rapidité de leur accomplissement ; j'y vois, au milieu du développement accéléré des événements, entrer dans ce que je crois une rapide voie de ruine, le représentant de la plus haute institution sociale, la papauté. Je vois entrer dans cette voie un pays, que, penseur, je regardais comme une sorte de type idéal du plus passable gouvernement qui existât. Mon Dieu ! quel vertige vient donc briser cette destinée, pour lancer cet heureux pays dans la carrière des aventures ; et quelles aventures !

Un homme est la cause première de tous ces événements, qui, certes, n'avaient rien de *nécessaire*, le caillou qui a déterminé cette avalanche qui menace de tout engloutir. Cet homme, qui doit porter cette lourde responsabilité, c'est Pie IX. Je ne puis craindre, en en parlant, de blesser aucune susceptibilité religieuse ; car, si le catholicisme attribue au Pape l'infaillibilité en matière de dogme, il ne la lui a, certes, jamais attribuée en matière politique ; et Pie IX use large-

ment, à mon avis, du droit de ne pas être infaillible de cette dernière façon. Je ne puis rien comprendre à l'inconcevable rôle d'apôtre du libéralisme assumé par cet homme, d'ailleurs vénérable, dit-on. Il semble vouloir entraîner le catholicisme hors de sa sublime voie, dans les voies de la politique, et de la plus déplorable des politiques ; cette politique saugrenue et révolutionnaire des Montalembert, des Lamennais jadis, et des Gioberti, qui chante les Psaumes sur l'air de *la Marseillaise*, ou, pour mieux dire, *la Marseillaise* sur l'air des Psaumes. Pauvre politique, qui fraie simplement les voies à celle qui chante *la Marseillaise* sans Psaumes du tout. Car la politique guelfe, à mon avis, plus que contestable en tout temps, est un étrange contre-sens dans un siècle malheureusement de si peu de foi. Pie IX laisse déclarer la religion en péril, parce que les Autrichiens, qui depuis tant d'années sauvegardent l'Italie et le Saint-Siége, occupent la *place* de Ferrare, ce dont ils ont bien le droit, droit dont tout au plus on peut discuter l'étendue. Pour cette question diplomatique, il menace, dit-on, d'anathème et de croisade, et laisse quêter pour le budget de la guerre pontificale. La papauté était, dit-on, opprimée par l'Autriche ; j'avoue que je ne m'étais jamais aperçu de cette action de l'Autriche sur le rôle religieux de la papauté dans le monde. Quant à l'action de l'Autriche sur le prince temporel, je sais que plus d'une fois depuis 1815, la papauté a imploré son appui et a été sauvée par elle. Le prince de Metternich, à mon avis, est presque le seul homme d'Etat parmi les hommes en évidence sur la scène politique. A part ses talents, qui me semblent considérables, son grand mérite est d'être à cheval sur deux ou trois idées vitales, malheureusement fort délaissées et bafouées de nos jours.

On veut que le Pape soit maître chez lui. Qui le lui a jamais contesté? Croit-il l'être beaucoup plus depuis qu'il a déchaîné les masses, dont il se sentira incessamment l'es-

clave? Est-il donc assez naïf pour compter sur la bruyante popularité, qui vocifère maintenant autour de lui, et demain lui fera sentir ses insatiables exigences? Mais, vraiment, depuis soixante ans on a pu savoir, si on ne le savait pas avant, ce qu'en vaut l'aune de la popularité, et combien (style Mirabeau) il y a peu loin du Capitole à la Roche Tarpéienne. Puisse alors l'aveugle, funeste et malheureux Pontife trouver l'Autriche pour sauver du moins sa personne! En temps révolutionnaire presque toujours, je le crois, aux yeux de la saine raison, la popularité condamne, surtout quand elle accole à don Gioberti. Prendrait-on au sérieux l'étourdissante popularité qui entoure le nom de Pie IX en Italie, en Europe, dans le monde? S'imaginerait-on que le catholicisme va trouver je ne sais quel rajeunissement dans cette bouillante chaudière? Certes, ce serait le rajeunissement d'Eson dans la chaudière de Médée. Croit-on vraiment la religion devenue tout-à-coup universellement populaire? Hélas! le libéralisme domine le monde presque en entier; il l'endoctrine sans relâche et sans contrôle par ses livres et ses mille et mille journaux menteurs; il a tout envahi, pénétré, transformé, jusquà ses ennemis naturels. Le clergé, les aristocraties lui appartiennent en grande partie. L'ancien légitimisme de France, par exemple, s'est fait radical, moitié sincèrement, moitié par une tactique qu'il croit bien profonde et qui n'est que stupide, radical avec un petit bout de cocarde blanche gauchement cousu à son bonnet phrygien. Le libéralisme, qui est l'esprit de vertige et de révolte, est le grand ennemi contre lequel il faut lutter. Eh bien, le libéralisme voit tout-à-coup, à sa surprise, à son immense joie, le Pontificat venir à lui en lui disant : moi aussi je suis des vôtres, et lui apporter en politique, et, sans le savoir, en religion, son inappréciable complicité. On n'a pas tous les jours de pareilles bonnes fortunes, on n'en a pas deux fois. Le libéralisme accueille à bras ouverts et à cris de joie le

Pontificat, qui vient faire son œuvre à lui libéralisme. Il se soucie bien de l'Eglise et de son chef, c'est le complice qu'il accueille ; il sera Guelfe contre l'Empire, comme ailleurs il sera Gibelin contre l'Eglise. Il saura bien rejeter l'orange après en avoir extrait tout le jus. On verra ce qu'il saura faire alors de *la liberté de l'Eglise*. Perfides ou sincères, car il y a beaucoup de très-honnêtes libéraux, il n'épargnera pas au Pape les louanges, tant qu'il aura quelque chose à en tirer. C'est la fable de La Fontaine :

> Eh ! bonjour, Monsieur de Mastal ;
> Que vous êtes joli, que vous me semblez beau !
> Sans mentir, si votre ramage
> Se rapporte à votre plumage,
> Vous êtes le phénix, etc.

Et le radicalisme serait bien difficile s'il n'était pas satisfait du ramage de M. de Mastai.

Quant à la portion nombreuse (bien plus nombreuse que je ne l'aurais jamais supposé), des catholiques et du clergé qui applaudit à l'idée désastreuse qu'a eue Pie IX d'accoler le catholicisme au libéralisme, ou plutôt d'atteler le premier au char embourbé et fangeux du second, certes ils sont de bonne foi. Les uns participent à l'épidémie libérale du siècle. D'autres se réjouissent naïvement, de voir le catholicisme et la papauté avoir l'air de redevenir populaires. D'autres enfin, tout simplement suivent docilement et respectueusement l'impulsion que leur donne une main vénérée. Et c'est là mon grand grief contre la main qui abuse ainsi de sa puissante influence, et met la religion, la papauté et le clergé à la queue du radicalisme. Cette dernière catégorie croit bonnement le Pape attaqué par l'Autriche, et voit dans M. de Metternich, se mettant en garde contre les lubies radicales du Pontife et contre les menaces à l'Autriche de toutes parts accolées aux vivats pour Pie IX, voit, dis-je, un autre Bonaparte prêt à lui offrir au Spielberg un autre Fon-

tainebleau. La première classe de catholiques, les catholiques libéraux, pour qui religion et liberté sont des mots presque également sacramentaux, c'est l'école Lacordaire et Ventura, Montalembert et *Univers* (pas Gioberti, ce nom les calomnierait; le pendant du triste Gioberti est le triste ***). C'est l'école dont le point de départ est l'*Avenir* que rédigeait M. de Lamennais en 1831 ; école qui fut à cette époque frappée de la réprobation du Saint-Siége, si bien occupé alors par le sage et saint Grégoire XVI. Mais, ce Pape vénérable mort, sur sa chaire s'est assis le Lamennais de 1831, la tiare au front.

Certes, les nombreux abus de l'administration papale devaient être corrigés ; toutes les améliorations possibles dans toutes les branches de l'administration devaient être apportées par la main d'un pouvoir sage et ferme. Mais, quand la liberté politique, le *selfgovernment*, serait désirable partout, ce qui n'est pas, une exception existerait pour l'Etat romain. Cet état anormal, évidemment dans l'intérêt de l'Italie et surtout de la papauté, trop grand de tout ce qui est à l'est de l'Apennin, mais qui enfin est tel et qu'il faut prendre tel, cet Etat, en dehors de toutes les conditions ordinaires des Etats, n'a été attribué à la papauté que pour qu'elle y jouît d'une complète indépendance, nécessaire à sa haute mission (comme le Congrès américain, absolu dans le district de Washington, au milieu des nombreuses démocraties américaines). Ainsi, dans son Etat, la papauté ne doit pas plus avoir à compter avec ses sujets, surtout avec la presse, qu'avec les puissances; il la faut absolue. Donc, dans l'élan impromptu de je ne sais quel niais et béat radicalisme guelfe, déchaîner l'innovation politique et le *selfgovernment;* lâcher la presse sur la société, le populaire (anglicè : *the mob*) dans les carrefours; ameuter des gardes nationales ; appeler à la vie des embryons de corps délibérants ; faire prêcher par le père Ventura des sermons politiques, où l'on croit

rendre ce qu'on appelle la liberté inoffensive en l'aspergeant d'eau bénite, et où l'on apothéose le grand insurrecteur et mystificateur d'Irlande, où l'on prêche enfin l'émancipation politique; crier ou laisser crier: *Italie!* (ce qui, en Italie, implique au moins six révolutions); laisser crier sus à l'Autriche, et *fuori i barbari!* mot stupide et sauvage; voilà, à mon avis, la grande, l'impardonnable, l'irréparable faute de Pie IX.

Dira-t-on que, pour prévenir ou diriger une révolution imminente, il a fallu se mettre à la tête? Mais, d'abord, je crois que sans Pie IX, les éléments de révolution, nombreux en Italie, pouvaient être contenus; éclatant, ils n'avaient nulle chance de succès. Le Pape seul leur en a donné; seul il a tout fait. Le radicalisme le sait bien; écoutez ses cris de joie. Le sentiment profond de l'impuissance du radicalisme à révolutionner l'Italie, sans la complicité d'un de ses principaux souverains, qui donnât le signal du mouvement et s'en fît le champion, éclate dans tout ce que j'ai lu d'écrit, soit par le libéralisme étranger, soit par les réfugiés italiens, jusqu'à la grande équipée papale. Puis, disons-le hautement, prétendre arrêter une révolution en s'y jetant, c'est de la politique de Gribouille, qui se jette dans l'eau de peur de se mouiller. Contre ces inondations redoutables, il ne faut pas abaisser, il faut toujours renforcer les digues. Qu'il y ait dans un passage des Alpes danger d'avalanche, ce n'est pas une raison pour la provoquer par une imprudente détonation. Qu'il y ait quelque part un redoutable amas de poudre, ce n'est pas une raison pour s'en aller y jeter l'étincelle. Il est facile de ne pas lancer un char sur une pente; il est presque impossible de l'arrêter une fois lancé, encore plus de le diriger.

Dans je ne sais quel conte d'outre-Rhin, une ménagère allemande apprend d'un nécromant des paroles magiques, qui contraignent un invisible esprit de la terre à lui apporter

de l'eau pour nettoyer sa maison. La ménagère est enchantée; l'esprit apporte toujours : elle commence à s'inquiéter; mais l'esprit apporte, apporte toujours : maison et ménagère sont submergées; car l'insensée a oublié de demander les mots qui pourraient arrêter l'esprit. Le malheureux Mastai a évoqué, en Italie et ailleurs, l'esprit de la terre; qui sait des mots pour l'arrêter?

Oui, les révolutions, il faut les combattre ferme et de front. Ce qu'on appelle la liberté, pour descendre des trônes ne perd qu'une partie de ses dangers, et encore pour peu de temps. Aussi, voyez sur tous les points de l'Italie, à des degrés divers, l'esprit révolutionnaire s'agite et domine, ou tend à dominer; et la révolution s'avance, la bannière pontificale en tête, entremêlant gracieusement les cris de : *Vive Pie IX! Mort aux Jésuites! Mort aux Autrichiens! Mort aux rétrogrades! Vive Gioberti!* etc.

Et pourtant, une force pouvait, jusqu'à un certain point, neutraliser, ou du moins amortir beaucoup cette action funeste; cette force, c'était le Piémont; tout semblait le convier à ce rôle : il a choisi le rôle contraire. Et ici, Monsieur, permettez-moi de réclamer encore toute votre indulgence pour mon franc parler. C'est avec consternation, je l'avoue, que je vois la ligne suivie par le Roi de Sardaigne; elle me surprend plus, et plus douloureusement que je ne puis le dire. Depuis quinze ans, ce prince administrait sagement et fermement; sa monarchie approchait de l'idéal; et voilà que tout à coup, sous le roi sage et bienfaisant, réapparaît le prince de Carignan. Il semble vouloir inoculer à son peuple la contagion libérale; et, à propos de Ferrare et de l'inintelligent Pontife, il jette le cri de guerre contre son alliée naturelle, qui n'en donne aucun prétexte sérieux. Qui peut pousser dans une telle voie? Est-ce entraînement religieux mal entendu pour une cause qui se prétend celle de l'Eglise? Est-ce haine contre l'Autriche? Mais d'où viendrait, en Pié-

mont, cette haine? Quel grief a-t-on contre elle? Je sais que, de même qu'à plusieurs reprises elle sauvegarda l'Etat pontifical, Naples et le reste de l'Italie, l'Autriche, en 1821, sauva le Piémont de lui-même. Mais, ce semble, le Piémont devrait être reconnaissant, et le *prince de Carignan*, roi de Sardaigne, devrait avoir pardonné.

Est-ce ambition? Veut-on reculer des frontières? Mais, aux yeux de la moindre clairvoyance, soit pour le pays, soit pour le prince, un Etat traditionnel, homogène, cohérent, heureux, bien ordonné, obéissant, possédant les conditions de la vie, de l'ordre, de la durée, de la force, cet Etat ne vaut-il pas mille fois mieux que l'espèce d'amalgame incohérent, insurrectionnel, révolutionnaire, anarchique, que certaines imaginations peuvent rêver, et qui, si par miracle on parvenait à le former, n'offrirait nulle chance, ni de bonheur, ni de durée.

Est-ce enthousiasme subit pour des idées avec raison repoussées quinze ans? enthousiasme qui porterait, Clovis radical, à brûler ce qu'on a adoré, et à adorer ce qu'on a brûlé; qui ferait frapper de désaveu et de réprobation tout un noble passé; et, en proclamant maintenant la *liberté*, déclarerait tout ce passé *esclavage?* Voudrait-on, à son tour, essayer du gouvernement parlementaire, cette forme amphibie et sophistique du *selfgovernment?* Hélas! le *selfgovernment* n'est-il pas condamné sans appel aux yeux de l'expérience, par tous les essais qui, à des degrés divers, ont pu en être faits? Dans le système *représentatif*, qui toujours devient forcément *parlementaire*, il y a, parmi de nombreuses impossibilités (entre autres celle d'avoir des élections sérieusement, sincèrement représentatives), il y a une impossibilité radicale, péremptoire, inéludable : celle de l'entente sur le choix des ministres, légalement attribué au roi, comme sa seule puissance, mais dont on ne peut empêcher l'élément populaire de s'emparer par le vote de l'impôt, devenant ainsi plus que prépon-

dérant, absolu, despotique. Impossibilité contradiction, conflit qui ne peuvent esquiver ou amortir quelque temps, quand défaille l'aide de certaines circonstances essentiellement transitoires, qu'à force d'adresse, de souplesse de roueries, de *corruption*, de sophismes, de palinodies, et de tours de passe-passe. En dehors de cette déplorable échappatoire, anarchie. On ne veut peut-être pas aller jusqu'au gouvernement représentatif ; mais on sera, je le crains bien, forcé d'y aller. On n'octroie guère pour longtemps de la liberté à petite dose; dans le temps où nous vivons et par l'esprit qui court, on ne s'arrête guère sur la voie des concessions politiques ; une concession appelle une concession : *abyssus abyssum vocat*.

Je n'aurai certes pas, Monsieur, la présomption d'émettre à distance et sans connaissance exacte des choses, une opinion circonstanciée sur les mesures récentes que le Piémont salue maintenant avec un enthousiasme que certes je ne partage guère. Qu'il me soit pourtant permis de dire que, quand toutes ces mesures seraient excellentes au fond, elles seraient, ce me semble, profondément regrettables, vu le moment, qui leur donne l'air de concessions faites aux criailleries et aux apparences d'émeute, aux circonstances extérieures, *to the pression from without*. Mais plusieurs de ces mesures me semblent intrinsèquement bien regrettables, entre autres le relâchement vis-à-vis de la presse, l'émancipation communale et provinciale, la police enlevée aux commandants, ce qui énerve l'action du Gouvernement et lui enlève son caractère, vu sa position, essentiellement militaire, etc. etc. Il ne manque plus que la garde nationale, le jury, le droit illimité de s'assembler, l'élection à tout propos, les remaniements aventureux d'impôts, l'organisation du travail, l'abolition de la peine de mort, et autres soi-disant progrès. Je dois aussi, à mon point de vue, regretter beaucoup l'union douanière; elle est un grand pas sur la funeste voie du *libre échange*, et fait vivre le Piémont en communauté avec les deux pays

déjà anarchisés d'Italie : l'Etat papal, et l'ex-heureuse et paisible Toscane. Elle relâche le lien de la nationalité piémontaise au profit de l'italianisme.

Hélas ! que deviendra le duché de Savoie, au milieu de tout cet italianisme, la Savoie si peu italienne et pourtant bien plus compatriote du Piémont que tous les duchés d'Italie ?

Et maintenant le roi pense-t-il pouvoir en rester là, et qu'on n'a plus rien à lui demander ? Il y a, dit, je crois, quelque part Salomon, trois choses qui ne disent jamais : C'est assez. Il aurait pu en mettre un quatrième : le peuple.

Déjà tout autour le sol tremble ; déjà commence cette vie désordonnée, fiévreuse, épileptique de la place publique. Le peuple, qui y a été jeté et qui prend si vite ces habitudes du désordre, commence ces manifestations à la mode toscane et à la mode de toute révolution, qui débutent par l'ovation, arrivent à l'émeute, pour aboutir trop souvent à l'anarchie.

Hélas ! tous ces regrets sont bien vains. Je vous l'avoue, Monsieur ; au point où en sont les choses, je tiens l'Italie, y compris la vieille monarchie de Savoie, pour irrémédiablement engagée dans une destinée fatale, et la papauté pour aussi compromise qu'une telle institution peut l'être. Ce n'est pas l'esprit du jour, les erreurs et les passions de l'époque qui ont fait le mal ; on pouvait les combattre et les dominer ; ce sont les chefs des nations qui ont lâché l'écluse de la démagogie. On pourra peut-être en se rejetant en arrière contenir quelque temps le torrent ; mais les pouvoirs se sont compromis et ont perdu leur prestige ; et l'esprit révolutionnaire a retrempé son énergie dans l'espérance et dans les concessions faites, ou applaudies quand les voisins les faisaient. D'une place assiégée, il ne faut ouvrir aucune porte ; il y a des mots qu'il ne faut pas prononcer, des perspectives qu'il ne faut pas laisser entrevoir, des idées

qu'il ne faut jamais caresser, des pentes sur lesquelles il ne faut pas se mettre, des Rubicons qu'il ne faut jamais franchir. Maintenant l'on est sur la pente ; les mots sont prononcés, les perspectives montrées, le Rubicon est franchi. Il faudra, bon gré mal gré, marcher. Les morts vont vite, dit la ballade de Bürger ; et les royaumes qui tombent aussi. Puissé-je me tromper de tout point, et sur tous les points ! je le souhaite du profond de mon cœur.

Pour reposer mes regards sur un bien triste aussi, mais bien noble, bien glorieux, bien émouvant spectacle, je suis de l'œil cet admirable Sonderbund, dont la cause réunit tout ce qui peut enthousiasmer. Je voudrais être libre pour aller porter un mousquet de plus à ces généreux champions de tout ce qui est saint : religion, liberté, traditions, patrie. Puissent-ils triompher ! Ce qui se passe en Suisse prouverait surabondamment combien, pour avancés qu'ils soient dans ce qu'on appelle la civilisation, les peuples sont inaptes au *selfgovernment*.

TROISIÈME LETTRE.

2 Juin 1848.

Tradidit mundum disputationibus eorum.

Depuis que j'ai eu l'honneur de vous écrire, Monsieur, l'incendie qui couvait sur toute l'Europe s'est déclaré à l'improviste avec une violence sans borne. Tout est en feu, hors deux seuls Etats, que sauvegardent, l'un le pouvoir monarchique le plus absolu, l'autre l'aristocratie, encore malgré ses récentes concessions la plus fortement constituée. On peut espérer que ces deux Etats seront sauvés; tous les autres sont en pleine anarchie et décomposition; c'est un mélange de fièvre chaude et de fièvre putride; c'est un prodigieux retour vers la barbarie, bien fait pour humilier le sot orgueil des adorateurs du progrès. Si le *selfgovernment* avait eu, aux yeux du penseur, encore besoin d'être jugé, ces trois mois l'ont assez condamné. Partout, à des degrés divers, il a été à l'œuvre; partout il s'est montré par ses œuvres au-dessous du plus inepte, du plus funeste monarque. En France surtout, où le *selfgovernment* paraissait le mieux établi sous la forme parlementaire, il a montré par sa chute son impuissance radicale à rien fonder de durable; non que cet Etat ait succombé comme en 1830, par le vice essentiel, que je vous signalais, de cette forme de gouvernement : celle de la lutte des deux prérogatives. Oh non; c'eût été encore trop d'honneur; il est tombé devant

une misérable émeute de rues, facile à prévenir, facile à contenir, facile à écraser, et que deux jours d'inepties et de vertige d'un pouvoir, habile pourtant, ont laissé grandir en révolution. Mais cela n'a pu être que parce qu'il n'y avait de forces gouvernementales que dans le Gouvernement; le jour où il s'est abandonné, rien ne l'a soutenu; les prétendues forces nationales attribuées au *selfgovernment* ont été nulles; la folle capitale, aigrie, comme toujours, par la presse contre le pouvoir, mais bien éloignée de vouloir le renverser, l'a laissé stupidement renverser; elle a stupidement subi la forme sociale et les hommes qui lui répugnaient le plus; et le pays a stupidement et lâchement subi tout ce que l'émeute impatronisée lui expédiait par le télégraphe. Et avec cette logique admirable du radicalisme, qui n'est que le libéralisme à sa plus haute puissance, il a été bien entendu que la France, s'étant toujours montrée inapte à être gouvernée, ou à prendre à son gouvernement une part limitée, devait être parfaitement apte à se gouverner à elle toute seule; que, ses classes supérieures et moyennes n'ayant pu suffire à la tâche, les classes inférieures y suffiraient admirablement. *Plaudite, cives.*

En présence, au milieu d'un pareil cataclysme, on éprouve le besoin de s'abstraire des folies du présent, de se réfugier aux régions de la pensée dans le noble commerce des idées générales. Je viens donc, Monsieur, ainsi que vous m'avez fait l'honneur de le désirer, exposer devant vous une suite d'aperçus et d'appréciations, dont votre haute raison jugera le plus ou moins de valeur.

J'ai toujours éprouvé le besoin, et certes ce n'est ici que trop le temps et le lieu, de protester contre la notion si généralement, quoique si légèrement admise aujourd'hui, de la perfectibilité indéfinie, du progrès, non pas comme possibilité, mais comme nécessité. Je veux protester aussi contre la notion erronée de la Providence, comme impli-

quant dans les affaires de l'*humanité* l'intervention continue, spéciale de Dieu, ainsi que l'a nommée le comte de Maistre : *le gouvernement temporel de la Providence*. Cette notion, que chaque secte sociale, chaque individu façonne si capricieusement à sa guise, attribuant à Dieu les buts, les voies, les moyens qui mieux duisent à la secte, à l'individu, apercevant ainsi dans le bizarre, incohérent et fortuit caléidoscope de l'histoire, les plans les plus divers, les plus contradictoires, cette notion est à mes yeux d'une absurdité merveilleusement évidente. Je la vois niée par la théorie, niée par les faits.

En théorie : je me place au point de vue théiste, le seul qui comporte cette discussion ; car pour le panthéiste, pour celui qui nie Dieu ou sa bonté, cette discussion n'a pas de sens ; bien que plus d'un incroyant, en niant le créateur et le régulateur, ait affirmé dans la création, dans l'humanité, la règle nécessaire et le plan évolutif. Mais cette folie me semble au-dessous de toute discussion ([1]). D'ailleurs je

([1]) Que si je me plaçais au point de vue du panthéisme, ou des sectaires du Dieu humanité, qui ne voient dans cette humanité qu'un seul être collectif, dont chaque homme n'est qu'un phénomène passager, destiné à retourner s'absorber dans l'océan de l'Être, dans le grand tout, et qui à cet être collectif, son propre Dieu, attribuent, sans que ce Dieu éparpillé en ait la conscience, des lois et une marche vers un but ignoré, doctrine profondément absurde et immorale, contre laquelle proteste si énergiquement le sens intime et tout-puissant de l'individualité et de l'identité ; ou si j'acceptais le point de vue renouvelé d'anciennes écoles qui suppose la transmigration des âmes, la métempsychose ; et si, sans entrer dans la réfutation de ces doctrines, ce qui n'est point de mon sujet, je les appréciais par rapport à la question qui m'occupe, et en tant qu'elles prétendent affirmer la loi nécessaire du progrès et le plan continu dans l'histoire, je réfuterais cette prétention, non en argumentant contre des théories que je ne discute point ici, mais sur le terrain des faits, des réalités, de l'histoire ; réfutation que je vais indiquer.

n'admets pas que nul se place publiquement à un autre point de vue que celui de la foi ; le premier devoir envers l'humanité c'est de respecter absolument les croyances dont elle vit, de les respecter au point de ne les effleurer jamais, même par une hypothèse ou par un doute impliqué. Que celui qui croit le proclame hautement avec bonheur ; que celui qui nie ou qui doute se taise sur ce qui pourrait révéler son doute ou sa négation ; à moins qu'il ne préfère affirmer les croyances salutaires, vitales, qu'il doit gémir de ne pas avoir, qu'il doit souhaiter à tous, et trembler d'ébranler dans un seul. Ici le silence ou le mensonge sont devoir. Je me place donc au point de vue religieux, et je dis : Qu'est-ce que la terre? Pourquoi l'homme est-il sur la terre? Dans la croyance de toutes les religions, la terre est un lieu d'épreuve; l'homme y est envoyé pour subir cette épreuve, et, par la façon dont il la subit, atteindre à une autre existence, qui est le but. Or, je le demande, aux yeux du suprême régulateur, *à quoi bon perfectionner une épreuve?* Cela semble tout simplement absurde; cela implique presque contradiction. Pourquoi des hommes, à mesure qu'ils viendraient plus tard, seraient-ils soumis à une épreuve perfectionnée? A quoi bon chercher un plan savant, gradué, progressif, dans cette suite d'existences transitoires, d'*épreuves*, les unes contemporaines, les autres successives, qui forment ce qu'on appelle l'*histoire?* A quoi bon chercher des voies là où il n'y a pas de buts? chercher la conduite de Dieu dans les nations, comme si Dieu connaissait les nations? Délire : vous inscrivez sur vos monnaies : *Dieu protége la France;* les Suédois y inscriront : *Dieu protége la Suède;* les gens de Tombouctou, s'ils ont des monnaies et s'ils savent écrire : *Dieu protége le Tombouctou.* Dieu protége tous; mais ces unités collectives conventionnelles, nécessaires pour abriter notre pélérinage humain, n'ont point aux yeux du Très-Haut de valeur intrinsèque. Dieu ne

connaît que l'homme, non des nations; les individus, non des agglomérations toujours accidentelles, passagères, relativement insignifiantes. Il ne les connaît ni dans ses desseins, ni dans ses justices. Tout être collectif est fictif. Tout doit faire penser que, si de loin en loin Dieu intervient exceptionnellement dans son œuvre terrestre, non au point de vue individuel, mais au point de vue collectif, c'est autant que cela serait rendu nécessaire par nos égarements pour le maintien de cette œuvre, dont la durée se trouverait compromise, et alors cette intervention aurait lieu dans la limite nécessaire pour maintenir la grande épreuve humaine aussi longtemps qu'il plaira à sa sagesse qu'elle dure. Ceci n'attaque en rien la possibilité d'intervention, même habituelle, de Dieu dans la vie, spécialement intérieure, de chaque homme; mais seulement la probabilité de son intervention habituelle dans l'histoire des nations.

En toutes choses il faut bien distinguer, on ne le confond que trop souvent, ce que Dieu *permet*, c'est-à-dire ce où il laisse simplement agir, en même temps que le libre arbitre humain, les lois primitivement données par lui à son œuvre et qui en constituent l'*ordre* (ordo); il faut le distinguer d'avec ce que Dieu ordonnerait, *ferait* par une volonté, une intervention, un acte *spéciaux*. Rien n'arrive que par la permission de Dieu, mais non certes tout par son intervention *spéciale*. On peut dire que dans les choses temporelles, c'est la différence du normal à l'anormal, de la règle à l'exception, de l'ordinaire (qui vient d'*ordo*) à l'*extra*ordinaire.

Si la théorie semble nier absolument l'intervention habituelle de la Providence dans l'histoire, les faits ne la nient pas moins. Je ne connais rien, je l'avoue, de plus tristement bouffon que l'ineffable aplomb avec lequel dans certaines écoles, chacun, se constituant confident, interprète de la Provideuce, prétend en révéler les plans et les conduites, comme s'il avait assisté à ses conseils. Les uns, par exem-

ple, la montrent faisant, pour parfaire un peuple je ne sais quelle cuisine de races, mêlant telle dose de Kymris à telle dose de Latins, d'Ibères, de Teutons, ou tout autre ingrédient. D'autres en son nom assignent à un peuple telle ou telle mission, et lancent ce peuple, missionnaire forcé d'une idée ou d'un principe, à travers le monde qui n'en peut mais ([1]). Tous, attribuant à la Providence, rendue complice de leurs systèmes, les buts qu'ils se complaisent à rêver, les lui font poursuivre à travers l'histoire avec de tels zig-zags, circonvolutions, ambages, de tels détours, longueurs, insuccès, une telle gaucherie enfin, alors que tel tout petit moyen qui saute aux yeux eût suffi pour les atteindre, qu'à la vue de cette pseudo-providence, Pénélope, fabriquée à l'image de leurs rêves, faisant, défaisant, refaisant indéfiniment sa trame, tâtonnant, *bousillant* (passez-moi le vulgarisme), en vérité leurs dithyrambes providentiels semblent des épigrammes blasphématoires contre l'impuissance et la maladresse qu'ils imputent au Très-Haut.

De bonne foi, pour reconnaître l'abstention habituelle de Dieu dans l'histoire, ne suffit-il pas de parcourir du regard cette longue série de faits incohérents, anomaux, se défaisant, se culbutant, se niant, se recommençant sans cesse dans un inexprimable désordre? Peut-on à cet aspect, à moins du robuste aveuglement du parti pris, reconnaître dans ce triste chaos sans norme et sans moralité, la main providentielle? De la part des esprits religieux une telle idée est une insulte à la sagesse comme à la bonté divine. Non, rien de digne de cette main ne la trahit dans l'histoire ; il faut la foi à la seconde et éternelle vie pour justifier cette main. Et tout dans l'histoire réalise le mot de l'Ecriture : *Tradidit mundum disputationibus eorum.*

([1]) Je m'abstiens ici, par pudeur, de toute mention de ces écoles révolutionnaires et blasphématoires, qui osent mettre sous le nom divin leurs plans sauvages et impies.

Il faut bien prendre garde aussi, je ne veux pas pénétrer sur ce terrain, il faut prendre garde que l'abus du système providentiel frise, implique le fatalisme ; que cet abus, non-seulement de la prescience, mais encore de l'intervention divine, menace de soulever dans la conscience un redoutable conflit entre ce principe et la liberté humaine, qu'il semble nier. En même temps, cet abus tend logiquement, pour les choses de la terre, à décourager, énerver ou paralyser, comme impuissante et vaine, l'énergie, l'activité des bons. Pour les affaires publiques, où l'action individuelle est peu directement provoquée, quand on en vient à dire : « l'homme s'agite et Dieu le mène », la logique pousse à s'abstenir. Cela, dans les temps agités, peut être funeste.

Autant la donnée de l'histoire providentielle est par le fait attentatoire à la grandeur souveraine, à la sagesse de Dieu, qu'elle rend responsable du chaos, du gâchis historique, autant l'est à sa justice la théorie qu'on rattache à cette donnée, de la plus injuste, de la plus injustifiable solidarité entre les divers individus : solidarité des nations, des générations, des races, des classes, des dynasties ou familles souveraines (soit entre les membres ou les générations de ces familles, soit entre ces familles et les nations qu'elles régissent); théorie qui entraîne celle des expiations solidaires en conséquence. Evidemment, si une sorte de communauté existe entre les membres des agglomérations diverses, si l'héritage des générations passées pèse jusqu'à un certain point sur celles qui les suivent, c'est chose de fait amenée par la succession des faits ; ce n'est point œuvre de justice, qui ne reposerait sur rien ; l'épreuve arrive à chaque individu sans référence aux mérites de ses voisins ou du passé; ici la solidarité n'est pas, et ne peut pas être. Le dogme catholique qui proclame la communion des mérites, n'a certes

jamais proclamé celle des coulpes. Dans la bouche du chrétien cette solidarité est blasphématoire ([1]).

Mais si les faits d'ensemble qui résultent de la juxtaposition de toutes les vies, de toutes les épreuves individuelles,

([1]) Cette manière si erronée, à mon avis, de prétendre voir l'intervention *directe* et *spéciale* de la Providence dans les péripéties de l'histoire, de la faire éditeur responsable des œuvres de notre libre arbitre et des accidents divers résultant du jeu naturel des lois générales, cette prétention n'est certes pas nouvelle; elle apparaît *implicitement* à presque toutes les époques. Par exemple, elle point dans le traité de Plutarque sur *les délais de la justice divine*, bien que l'auteur ne s'y occupe guère que de l'action de Dieu sur les individus, que je n'ai nullement songé à contester ici, tout en croyant sage de lui attribuer habituellement un champ moins temporel que celui où la voit Plutarqne. Cette manière de voir que je combats, domine, si mes souvenirs sont exacts, dans la *Cité de Dieu* de Saint-Augustin. Toutefois, si je ne me trompe, Bossuet est le premier qui l'ait bien systématiquement formulée. Si elle se présentait quelque part dans des circonstances particulièrement spécieuses, ce serait certainement dans l'œuvre où ce grand évêque donne pour but spécial à cette conduite spéciale de Dieu dans l'histoire la préparation à travers les siècles d'une œuvre manifestant aussi directement qne celle de la rédemption et de la révélation l'intervention divine anormale. Pourtant, en me plaçant au point de vue le plus orthodoxe, je n'en suis pas moins frappé du rôle prodigieusement mesquin, indigne de Dieu, que lui fait jouer Bossuet, en le montrant tâtonnant, louvoyant à travers les temps et les peuples, pour frayer péniblement, par je ne sais quelle circonvolution, quels ambages, quelles lentes préparations évolutives, les voies à un événement que son *fiat* seul peut et saura bien à son jour préparer.

Cette théorie, qni remonte ainsi à Bossuet, arrive à sa plus absolue et plus magnifique expression chez l'illustre auteur des *Considérations sur la France* et des *Soirées de Saint-Pétersbourg*. J'ai un profond respect pour le noble caractère du comte Joseph de Maistre, pour les aperçus lumineux et les diamants de vérité qu'il sème dans son œuvre, enchassés dans son admirable langage. Et pourtant je dois le dire, à mon avis, il est pour le fond très-habi-

simultanées ou successives, si ces faits semblent abandonnés aux causes secondes, parmi lesquelles le libre arbitre capricieux des volontés individuelles joue l'immense rôle, évidemment il résulte de cette juxtaposition un ensemble quel-

tuellement dans le faux ; nombre de ses points de départ sont faux, par conséquent aussi bon nombre de ses conclusions théoriques. Nul n'a plus que lui poussé jusqu'aux dernières limites l'intervention de ce prétendu *gouvernement temporel* de Dieu dans l'histoire, et l'injustifiable solidarité entre les individus divers des races et des générations. Mais, si sur toute l'œuvre de l'illustre philosophe de Chambéry planent, à mon avis, les deux immenses erreurs que je viens de signaler, à côté du philosophe théoricien il y a dans l'auteur des *Soirées* un homme d'état spéculatif d'une haute portée, d'une grande justesse, d'une grande lucidité de vue ; et c'est ce qui fait que ses erreurs théoriques, la première surtout, relative à la Providence dans l'histoire, en pratique n'ont rien de malsain, et sont à peu près sans danger ; parce que, ses vues de haute politique étant justes, il ne risque pas, comme nos modernes hiérophantes, de faire Dieu éditeur responsable de quelque doctrine antisociale. J'excepte spécialement de cet hommage rendu aux vues politiques du comte de Maistre, son système sur le rôle *temporel* de la papauté, système erroné toujours, et moins que jamais plausible après le triste et funeste échantillon que la papauté vient de nous donner de son savoir-faire politique.

Il résulte ainsi dans l'œuvre du comte de Maistre un singulier mélange d'erreur et de vérité, où le philosophe peut réclamer presque toute la première part, et l'homme d'état presque toute la seconde ; ce dernier empruntant une nouvelle valeur au mérite d'être le plus hardi et le plus complet proclamateur des vérités politiques essentielles, vitales, trop généralement désertées, méconnues ou niées, haïes et honnies. Il suit souvent de là aussi que M. de Maistre se trompe dans ses nombreuses prédictions ; car, ayant foi à l'intervention providentielle dans l'histoire, ce qu'il juge, presque toujours avec raison, normal, bon et salubre aux nations, il le prédit ; Dieu s'abstenant, les nations s'égarent, les prédictions sont en défaut. Mais ce qui reste vain comme prédiction, n'en a pas moins une immense valeur comme conseil, comme leçon, comme révélation de politique sociale.

conque fort peu digne sans doute de manifester la sagesse de Dieu, et d'appeler sa conduite ; cet ensemble est ce qu'on appelle l'*histoire*. Pour nous, individus humains appelés à passer dans ce milieu le temps de notre épreuve, et incapables par notre nature de nous détacher assez des intérêts passagers, pour réduire les accidents de l'épreuve à leur juste valeur d'épreuve ; pour nous l'histoire acquiert une immense valeur, un poignant intérêt. Pour nous, êtres sociables, enchâssés, enchevêtrés chacun dans quelqu'un des groupes sociaux entre lesquels se fractionne l'humanité ; pour nous, sur qui réagissent les individualités circonvoisines, en absorbant nos affections et nos intérêts les plus chers ; pour nous, héritiers, dans une certaine limite, des modifications apportées au milieu social par les générations antécédentes ; pour nous, dis-je, il s'établit réellement d'homme à homme, de groupe à groupe, de famille à famille, de peuple à peuple, de génération à génération, une très-vraie, très-intime solidarité de fait. Et par un phénomène d'un haut intérêt pour nous, bien que tout-à-fait secondaire à l'œil providentiel, pour nous l'humanité, comme une sorte d'être collectif, résulte, *est*. Et non seulement l'humanité, mais les diverses agglomérations que les croyances, les races, les gouvernements créent ; les nations en première ligne.

De la nature de l'homme, du milieu social où il se meut, de la nature de ses croyances, de la constitution des sociétés (toutes choses, partie essentielles, partie accidentelles ou transitoires), résultent certaines conséquences, certaines tendances, certaines *lois*, qui, sans avoir la fatalité et l'absolu de la nécessité, n'en sont pas moins assez impérieuses, et avec l'imprévu, l'accident et l'immense jeu des forces et des caprices individuels, se partagent la régie des affaires humaines.

Par le fait que les générations, se succédant les unes aux

autres, héritent des découvertes et du travail accumulés, il est évident qu'à moins d'un cataclysme qui, tel que l'invasion des barbares, vienne rompre la tradition, il doit s'établir un progrès très-réel sur beaucoup de points, bien que sur plusieurs autres ces progrès correspondent à un recul réel dans le bien-être, ou la dignité, ou la moralité, la situation enfin de l'humanité. Mais sur les points les plus essentiels, les grandes croyances de l'humanité par exemple, le progrès peut facilement, par diverses circonstances, être arrêté, ou même remplacé par une marche complètement rétrograde. Une époque peut posséder beaucoup moins que celles qui l'ont précédée, de ces croyances religieuses, morales, sociales, qui, bien plus que les découvertes scientifiques ou industrielles, sont la richesse de l'humanité. Indépendamment des diverses causes accidentelles qui peuvent faire reculer l'humanité, j'énoncerai deux tendances qui peuvent avoir ce résultat; je sais qu'en cela mon appréciation est diamétralement opposée à celle qui a cours.

D'abord, ainsi que je l'indiquais tout à l'heure, plusieurs des conquêtes très-réelles de la science humaine sont de déplorables, de funestes progrès, très-contraires à un progrès réel de la dignité ou du bonheur humains. Il en est ainsi de beaucoup de conquêtes de l'industrie: par exemple, les chemins de fer [1]; les perfectionnements extrêmes apportés dans les moyens militaires de destruction; l'imprimerie,

[1] Sans doute dans les chemins de fer, dans ce triomphe sur la matière et les forces de la nature, dans cette annulation de la distance, il y a une brillante manifestation de la puissance humaine. Je ne nierai point certains avantages, surtout certains agréments qu'ils peuvent offrir.

Peut-être un peuple ayant des voies ferrées, les autres, pour ne pas demeurer inférieurs, surtout sous le rapport militaire, devaient s'en donner. D'ailleurs le fait est, il faut le prendre; mais je le juge; je juge ce *progrès*. Je pense que la plupart des avantages sont illusoires, que les inconvénients sont grands, qu'à tout pren-

qui met en circulation beaucoup plus d'idées nuisibles que d'idées salutaires ; enfin, une grande partie des machines ; toutes celles qui, cessant d'aider le travail dans une certaine limite, le suppriment en très-grande partie, l'avilissent, surexcitent la production indéfiniment au-delà de la consommation possible, forcent à chercher des débouchés précaires, qui chaque jour s'évanouissent et finiront par devenir introuvables ; enfin créent, ou aggravent sans mesure le paupérisme, cette plaie hideuse et redoutable, à laquelle aucun remède sérieux ne se laisse entrevoir, et que toutes les panacées d'un stupide socialisme ne pourront qu'envenimer dans une incalculable proportion. Voilà pour bien des prétendus progrès.

Voici l'autre tendance. Par une loi, que je n'ai point à justifier, l'humanité ne vit pas seulement de vérités ; elle vit aussi de mensonges, ou, si l'on veut, d'illusions. Or, à

dre ceux-ci dépassent beaucoup ceux-là ; que le *progrès* est mauvais, regrettable.

Pour les marchandises, hors un petit nombre de cas accidentels, l'extrême rapidité des transports sans diminution normale du prix est indifférente, surtout pour les matières encombrantes, et ne sert guère que le caprice. Pour les hommes, cette rapidité, cette facilité, désirables dans des cas exceptionnels, peu importantes d'ordinaire, ont l'immense inconvénient d'exalter, de faire naître un besoin désordonné de mouvement, de déplacement, d'agitation et de vagabondage ; de jeter sur les routes une grande partie de la population, de l'arracher aux habitudes de la vie domestique du travail régulier, aux saintes traditions du foyer, aux salutaires influences d'un milieu traditionnel, qui moralise, impose, dirige, contient et soutient. Cette rapidité vertigineuse de communication, qui nivelle les obstacles, efface les frontières, qui fait retentir instantanément d'un bout à l'autre d'un pays, de l'Europe entière, la même pensée, la même passion, la même commotion, sert essentiellement le principe mauvais, l'esprit d'erreur et de révolution, incomparablement les plus aptes à se propager, les plus électriques dans les masses, autant vaut dire dans l'humanité, ignorante, passionnée et

mesure qu'elle va *progressant*, s'éclairant, elle arrive à un ensemble de *lumières*, qui sont bien loin d'être toutes également bienfaisantes. A ces clartés douteuses, les plus précieuses des illusions, trésors, hélas ! de l'humanité, pâlissent, ou s'éteignent. L'homme, triste conquérant de l'arbre de la science, trop souvent languit alors, ou s'agite douloureusement sous son ombre. Une de ces trois ou quatre illusions les plus précieuses est celle relative au pouvoir. Le pouvoir est nécessaire dans le monde ; pourtant Dieu ne l'y a pas créé ; il n'a placé son sceau sur le front d'aucune race, d'aucun homme, en lui disant : commande. Et il est presque impossible aux sociétés de créer un pouvoir, un pouvoir au droit duquel on ait foi.

La souveraineté du peuple, qui fait assez bien en théorie, et prête à la phrase ronflante, nécessairement traduite en pratique par la souveraineté peu satisfaisante de la majorité, ou plus souvent par celle de la minorité, parfois même d'une

prompte au mal. Ce que peut gagner la répression est bien loin d'équivaloir à ce que gagne l'attaque. L'amour du sol natal, l'esprit provincial, le patriotisme, la nationalité, toutes choses inappréciables, s'émoussent, faiblissent, disparaissent au sein de populations devenues nomades, presque sans patrie, et qui, en perdant les vertus de leurs pays, en échange cumulent plus ou moins les vices de tous. Sur un continent ainsi amalgamé presque en un seul bloc, miné, volcanisé par l'esprit de révolte, où déborde la lave de l'anarchie, une étincelle sur un des points allume presque à la même heure un dévorant et presque inextinguible incendie sur tout un monde. Plus de frontières pour l'arrêter, le contenir, le limiter, le cerner ; et la vapeur, devenue messagère infernale aux ordres de sa funeste complice, la presse menteuse et incendiaire, porte en tous sens, à travers villes, campagnes, capitales surtout, l'appel, le signal, hélas ! trop obéi, d'insurrection, d'anarchie, de guerre civile, de dévastation et de ruine.

Voilà le danger ; ce qui est, ou peut être. J'avoue que les avantages ou les agréments des *rail-ways* me semblent bien pâles en comparaison.

minorité infime, ne peut jamais, vu l'incapacité, l'inintelligence, la turbulence des masses, produire que de déplorables, ridicules, et souvent sanglantes et exécrables mystifications. D'ailleurs, le peuple, les masses, se croient toujours le droit, dans leur turbulente humeur, de renverser ce qu'elles croient avoir fait. D'un autre côté, malheureusement, en droit absolu la notion de *légitimité* est chimérique. En principe, ce qu'on décore de ce nom ne peut être qu'une usurpation, un résultat de la force, plus ou moins ancien; d'où point de droit absolu. Mais il est dans la nature de l'homme, du moins cela y a été, et y serait sans le déchaînement funeste de la presse, de revêtir la tradition de l'auréole du droit, de regarder ce qui a été comme *devant* être, le pouvoir qui a régi comme ayant *dû*, et sa continuation comme *devant* régir. Dès lors, la lacune qu'il a plu à Dieu de laisser dans son œuvre est comblée; et, pour tout ce qu'on peut en attendre, le droit existe dans le pouvoir. L'autorité reçoit une sanction, une garantie, de la durée, une force incalculable, une haute dignité. L'obéissance aussi garde alors sa dignité; car, loin de céder à la force, à l'intimidation seule, à la brutalité de fait, elle se soumet à ce qu'elle croit le droit, accomplit ce qu'elle croit un devoir. Elle arrive même à aimer le devoir et les représentants du droit. Le pouvoir dont le droit n'est pas contesté, sans inquiétude pour son existence, tend à être doux, modéré, paternel dans son action. Le peuple, dont la voie est tracée, en sécurité sur l'avenir que garantit le passé, l'esprit en repos sur son gouvernement incontesté, se laisse régir, se laisse vivre, travailler, jouir, préservé de cette morbide, fiévreuse, désordonnée et turbulente préoccupation de la chose publique, qui va beaucoup mieux sans lui.

Qui ne sait le pouvoir de l'accoutumance? comme elle améliore toute situation en atténuant les maux qui de toutes sont inséparables? Remplacez une situation qu'a consacrée

l'habitude, par une nouvelle, qui vous semble renfermer beaucoup plus de biens, beaucoup moins de maux ; d'abord, le plus souvent, hélas ! votre appréciation vous trompera du blanc au noir ; par l'expérimentation seule, à l'user seul on apprend ce qu'il y a réellement dans les choses, on *connaît ;* le rêve et la théorie, presque toujours mentent ([1]); mais même à supposer juste par hasard votre appréciation théorique, vous aurez abouti très-probablement à diminuer la somme de bien-être réel ; car les biens accoutumés manqueront beaucoup plus, *feront* beaucoup plus *faute*, que les biens nouveaux ne feront bonheur ; et les maux nouveaux seront beaucoup plus vivement ressentis, que les maux sur lesquels avait blasé l'accoutumance. Avec toute situation établie, accoutumée, acceptée, que le passé a léguée, et que l'attente montre dans l'avenir, avec cette situation on s'arrange par l'imagination, et aussi par le fait et par l'action ; on en apprécie, on en *connaît* à fond le mal pour l'éviter ou l'adoucir, le bien pour le développer ; enfin, on sait en tirer le meilleur parti possible. Il n'en est point ainsi de l'improvisation à nouveau. Sans réaliser l'innovation, si seulement vous attaquez dans son droit ce qui est, si vous ouvrez dans la théorie les folles régions de la chimère et de l'utopie, vous faites presque autant de mal ; car vous dégoûtez de ce qui est ; vous ôtez toute saveur au bien qu'on a ; en révélant des possibilités, d'ordinaire irréalisables, vous créez des besoins qui, non satisfaits, sont des souffrances ; en mettant à nu des plaies que le plus souvent on ne peut guérir, vous y appelez, vous y exaltez une sensibilité morbide, vous les envenimez. Enfin, dans votre cruauté

([1]) Ceci est excellemmment indiqué, et élucidé par trois ou quatre exemples, tout-à-fait au commencement de la préface de l'*Essai sur le principe générateur des constitutions politiques*, du comte de Maistre. Il y fait ressortir ces désappointements et ces funestes échecs de la théorie.

phraseuse, vous tuez la résignation; et, mirage souvent presque intolérable, souffrance presque factice, mais souvent atroce, vous créez la *tentalisation*.

Bien loin pourtant de nous de prétendre conclure de notre respect profond pour la tradition contre aucune amélioration réelle; la tradition elle-même donne le pouvoir de réagir sans danger contre elle, et, laissant à l'innovation ses bienfaits possibles, peut seule la rendre inoffensive. Elle seule peut dans le vague du possible fournir ce point fixe que réclamait Archimède, et dans l'espace donner une norme incontestable, en présentant, au lieu de principes contestés et de données plus ou moins arbitraires, les points de repère positifs, solides et certains des précédents. Ainsi, les innovations qui dans un tel état de choses sont apportées aux choses du gouvernement, se liant, se référant à la tradition, se fondant sur elle-même pour l'altérer, participent, aux yeux de tous, à sa sainteté, à son droit, à son inviolabilité relative, à sa *légitimité*.

Mais parmi les progrès humains, vrais ou prétendus, se trouve le progrès de la discussion, de l'esprit inquisitif et raisonneur. Devant cet esprit, devant ce progrès, que déchaîne avec une force irrésistible une presse démuselée, faiblit, avec plus d'une autre illusion souverainement salutaire, puis tombe, la foi au *droit* du pouvoir; en même temps naît le désir de le renverser.

Dès lors le droit n'est plus sur la terre; car il ne descend plus d'en haut; il ne peut monter d'en bas. Avec lui disparaît le *respect*, élément merveilleux. Dès lors la force seule régit le monde. Le sophisme, Protée malsain, s'agite vainement pour revêtir de droit le pouvoir qui existe, qui surgit ou veut surgir; en vain il cherche à créer des fantasmagories de sanction populaire: le droit n'apparaît pas; l'instabilité, la révolution demeurent menaçantes; un incident, un embarras, une faiblesse, une fausse manœuvre du pouvoir, suffit

pour leur ouvrir la porte ; car le passé ne lie et n'affermit plus le présent et l'avenir ; il y a eu, irréparable désastre, *solution de continuité*, et la chaîne merveilleuse de la tradition, cette ancre de sûreté des nations, a été rompue.

D'ailleurs, il faut bien le dire, aux yeux de la simple raison humaine, il y a dans le principe de la famille, dans celui de la propriété, les deux bases de toute sociabilité, il y a quelque chose de conventionnel, que la logique livrée à son aveugle rigueur peut saper, et que la chute de la convention sociale, sinon la plus inattaquable, du moins la plus haut placée, *le droit du pouvoir*, tôt ou tard ébranle logiquement, fatalement, profondément.

Dans cet état de choses, dans ce déplorable progrès, dont l'homme se targue avec une fierté si bête, peut demeurer, ou du moins il faut tâcher de créer le culte de la légalité, cette cousine germaine de la légitimité, le respect profond pour le Gouvernement existant, établi, pourvu qu'il réunisse les conditions essentielles d'un Gouvernement, y compris des chances de stabilité. Cette œuvre est fort difficile ; elle est encore assez praticable, quand, greffée sur la légitimité, participant à son auréole, la légalité s'applique à une société où la tradition, quoique ayant perdu par le progrès du raisonnement la force du droit absolu, conserve dans le fait la force de tradition ininterrompue. Dans celle où la tradition a été rompue, à mesure que le fait qui a surgi vieillit, sa force d'opinion, de *fait* accepté, augmente. Mais là où un fait tout nouveau, sans racine, vient de surgir d'un renversement politique, ce respect de la légalité est très-difficile à obtenir. « Ah ! disait Bonaparte, si j'étais mon petit-fils ! » Ce fait si nouveau, qui vient de naître dans des conditions toujours fort contestables, il paraît si simple de le renverser. Il semble si dur d'admettre que ce fait, surtout si notre propre volonté a été ou paru y être pour quelque chose, aussitôt qu'accompli, se dresse derrière nous, vers nous, avec l'irré-

vocable sceau du destin; de tenir pour *fatum*, pour indépendant de notre volonté, ce qui fut ou sembla notre volonté. Cette portion de nous, qui s'est immobilisée derrière nous, nous semble nous appartenir encore ; nous ne pouvons nous résoudre à accepter comme immuable ce qu'a fait notre libre arbitre, ou le caprice d'autrui, ou l'accident. Plus le passé est récent, moins il semble absolu ; plus la loi est récente, moins les masses se trouvent disposées à l'accepter comme définitive. Il leur semble que cette loi, à la naissance de laquelle elles viennent d'assister, qu'elles ont vu faire ou faite, il doit dépendre d'elles de la refaire ou de la réformer. Et pourtant, contre cette impression, si l'on veut vivre, il faut lutter et la vaincre. Par une fiction sous laquelle nous ne sonderons pas, fiction nécessaire à la stabilité, à l'existence de la société dont elle est la base, la loi, règle et limite imposées à la liberté absolue, la loi doit être considérée comme irrévocable, comme portion du destin; et l'imagination du citoyen qui vient de la voir naître doit s'imposer d'en oublier la date, qui toujours doit être *immémoriale* dans la cité. D'elle il faut partir pour toutes les entreprises. Par elle, et se rattachant à elle, doivent s'entreprendre et s'effectuer toutes les modifications, même les plus radicales. On ne saurait inspirer trop de respect pour les droits acquis, les gouvernements établis et réguliers. C'est un si grand service que celui que rend un gouvernement d'être et de durer. Evidemment, il ne peut être question que des gouvernements qui *sont* et peuvent durer.

Je veux indiquer encore quelques soi-disant progrès qui, à mon avis, n'en sont pas, ou plutôt sont le contraire. Tous les progrès faits dans le bien-être matériel, soit des masses, soit des classes élevées, chacune proportionnellement à leur position, dans leur nourriture, leur logement, leur vêtement, et au-delà de la satisfaction très-large des besoins non fictifs, dans lesquels besoins je comprends la propreté, et

même un bon goût, qui, besoin plutôt moral, élève et anoblit; tous ces progrès, dis-je, loin d'être des bienfaits, sont des sources regrettables de souffrances. C'est ce qui doit arriver toutes les fois qu'on crée un besoin; on ne crée pas une jouissance, puisque bientôt la satisfaction du besoin passe en habitude et se blase; on ne détruit pas une souffrance, puisque antérieurement le besoin n'était pas; on crée une nouvelle source de souffrance dans l'avenir, pour chaque fois que ce besoin nouveau demeurera non satisfait; de plus, on amollit ainsi la race; on la rend plus asservie à la sensualité, à la matière. Il arrive même parfois, quoique ceci soit en dehors de l'action spéciale que je signale ici, du progrès créant un besoin fictif, action qui s'exerce au détriment de celui qui subit ce triste progrès, il arrive que la création d'un de ces besoins fictifs et ultra-sensuels conduit à quelque immense et monstrueux résultat, à quelque crime social. En voici deux exemples. On introduit dans l'hygiène anglaise je ne sais quelle misérable petite feuille sans valeur comme alimentation : le thé. Par ce fait, on rend l'Angleterre tributaire envers la Chine d'une centaine de millions; et pour les solder, on se laisse entraîner à encourager l'abominable commerce de l'opium, à imposer à coups de canon à la Chine ce poison abrutissant. Les deux cents millions de Chinois seront forcément empoisonnés, abrutis, et de plus arrachés à leur isolement, salutaire, je le crois, et livrés à la contagion de notre civilisation, sans en avoir les compensations, à propos de cette mauvaise petite infusion.

Autre exemple : l'usage du café et du sucre, pures friandises, s'introduit dans le régime alimentaire européen. En grande partie pour satisfaire à cette consommation, à ce progrès dans le régime, s'établit et se maintient l'exécrable système colonial de l'esclavage.

C'est encore à l'ordre des faux progrès que se rattache en grande partie un progrès d'un tout autre genre, et dont la

séduction se lie à ce qu'il y a de plus délicat dans notre nature : le progrès dans les arts et surtout dans la littérature. Ce dernier progrès, surtout à partir des deux derniers siècles, est presque à vue d'œil. En France, par exemple, la langue, le talent d'écrire, et ce qu'on appelle *esprit*, ne datent que de Montaigne ; et, comme Montaigne est presque isolé, on pourrait dire de Pascal. Avant, à part la valeur historique ou archéologique, et sauf de courts et rares fragments, il n'y a rien. Depuis, sinon sur les chefs-d'œuvre, du moins sur le niveau littéraire, le progrès est continu. Eh bien ! je ne crains pas d'affirmer que ce progrès a été dans l'ensemble malsain, très-malsain ; il a nui essentiellement à la somme de vérité, et aussi de mensonge, dont vit l'humanité. *Diminutæ sunt veritates inter homines*. Parmi les causes qui entraînent l'esprit littéraire dans cette voie, sont en première ligne : l'esprit de révolte si essentiel à l'homme, et qui incessamment le pousse à s'attaquer à toute loi ; l'esprit d'inquisition et de discussion, qui sape beaucoup de vérités et toutes les illusions salutaires ; la pente à flatter en soi-même, et dans les autres, pour obtenir le succès, tous les instincts mauvais ou douteux de notre nature. Cette tendance malsaine de la littérature, quoique générale, n'est pas universelle ; mais grâce aux instincts des lecteurs, les œuvres salubres et sociales sont loin de compenser les œuvres mauvaises, et de contrebalancer le mal que celles-ci font.

Sans prétendre passer en revue les grands noms du passé, je nommerai Pascal, dont les *Provinciales*, longue calomnie sophistique, ne sont peut-être pas compensées, au point de vue de l'utilité, par les admirables *Pensées*, qui ne *prouvent* pas. Molière, génie que toutes les dérisions, toutes les révoltes ont toujours bien su deviner, revendiquer comme leur ; qui, par une flagornerie de valet achetant du maître le droit de tout bafouer hors lui, bafoue en effet tout du long de son œuvre l'auguste dignité de la paternité, la sainteté du ma-

riage, les hiérarchies sociales, enfin le sentiment et la pratique de la piété, tout en paraissant ne s'attaquer qu'à l'hypocrisie. Tout attaché qu'il est au présent d'alors, Montesquieu, par ses analyses beaucoup trop sérieuses et détaillées d'une foule de petites législations prétendues populaires, sans valeur et sans durée ; par ses idéalisations du type républicain et de la chimère des gouvernements pondérés, a fait miroiter aux yeux d'une foule fascinée de soi-disant penseurs, le décevant mirage de formes sociales impossibles à réaliser avec quelque durée ; il a poussé à l'utopie, et ébranlé en politique le culte de la tradition. Que pourrais-je dire, après tant d'autres, sur Arouet, ce hideux, odieux et sardonique insulteur et persifleur de tout ce qui fait que les sociétés vivent ; Arouet, le scandale et l'admiration de la foule, qu'il contribua tant à corrompre, d'une société par lui sapée, d'un siècle sur lequel plane et grimace la ricanante et satanique figure de l'immonde vieillard ? Que dirai-je de nouveau du triste, parfois séduisant sophiste du *Contrat Social*, de l'*Emile* et des ignobles *Confessions ;* ce grand rédacteur en formules et vulgarisateur sophistique et sentimental de la funeste logique des abstractions politiques et des dogmes révolutionnaires ; sensible précurseur et législateur d'anarchie ? Que dire encore de cette foule d'écrivains empoisonneurs ou subversifs, qui se groupent autour de ces trois derniers noms, ou se traînent à leur suite ?

Voilà pour le temps où la presse connaît encore des restrictions et des entraves. Quand arrive le temps de son déchaînement, de sa fatale liberté, alors l'attaque anti-sociale est partout ; le poison est presque dans toutes les pages ; il envahit, pénètre même les écrits voués à la défense sociale, qui deviennent ainsi d'un immense danger par cette adultération subreptice des croyances salutaires, par cette association, ce mélange innocemment perfide du bien et du mal, mélange qui fait passer le mal sous l'étiquette et le

couvert du bien ; de sorte qu'en dernière analyse, le mal, par sa funeste puissance, absorbant, pervertissant, annulant le bien, finit par seul triompher. De ceux mêmes dont le nom s'est illustré dans la défense des idées sociales, plusieurs, et des plus notables, apostasient, passent à l'ennemi, et ainsi en même temps démonétisent leur œuvre passée, et, transfuges méprisables mais honorés, portent au camp anti-social la puissance d'un nom acquis à le combattre. Histoire, philosophie, théâtres, romans, critique, polémique surtout, le journalisme, où s'est depuis trente ans si déplorablement dépensé un si funeste talent ; partout sont le mensonge, la calomnie ; partout les doctrines les plus subversives prêchent, déclament, attaquent, chantent ou s'insinuent sournoisement ; rampent, sapent et grouillent. Les croyances sociales sont accablées, étouffées, puis gisent sous ce monceau de papier sali d'encre et de sophismes.

Et que de talent dépensé dans cette œuvre incessante et maudite ! Quel aplomb, quelle fécondité de sophismes, tantôt impudents, tantôt sournois ! Quel talent de mise en scène, de fantasmagorie et de compérage ; quelle habileté, quelle perfidie d'agression ; quel art pour déprécier ou exalter, apothéoser ou bafouer ! Quelle puissance de sarcasme, d'ironie, de démonétisation, de calomnie ; d'inductions, d'insinuations, de travestissement, de prestidigitation, de transmutation et de faux jour ; d'enthousiasme, de colère, d'indignation, de philanthropie exaltée ; tout cela presque toujours à faux ou à froid : à froid, dis-je, car là où le lecteur exalté croit entendre la voix de la conviction ou de la passion, d'ordinaire il n'entend que la voix d'un artiste en phrases : l'art seul a parlé, hélas ! trop souvent seulement le métier. Quels chatoyants trésors de style ! quelles ressources imprévues dans le cliquetis et les alliances de mots, dans les images et dans tous les ambages de la parole humaine ! quels prestigieux et étourdissants exercices de voltige sur la

phrase tendue! Quelle puissance de plausibilité, d'élucidation de choses incompréhensibles, de mirage de choses impossibles, d'argumentation sur ce qui n'est pas, de polémique sur le vide; quel art pour installer des prémices, arguer d'une pétition de principe ou d'assertions arbitraires, escamoter des conclusions; pour glisser le paralogisme; pour faire apparaître un sens à des logomachies, et pour fonder sur tous ces non-sens des mondes de déductions et de déceptions, de merveilleux et de fantasmagoriques édifices! Quel art pour s'inventer des adversaires à sa guise, et se battre, commode victoire, contre des moulins à vent ou des fantômes; pour fausser toutes les questions, dévoyer toutes les conclusions; pour mentir sur tout à tous, et selon chacun; pour caresser, en s'en faisant des complices, tous les instincts bons ou mauvais, sérieux ou étourdis, libidineux ou puritains de notre nature, les instincts opposés des partis les plus adverses, les intérêts les plus contradictoires, le pouvoir et l'anarchie, mais surtout et toujours cet immense esprit de révolte, qui depuis soixante siècles couve au fond de l'humanité, et fait que son premier besoin, celui d'être menée et gouvernée, est aussi le plus difficile à satisfaire.

De ce monstrueux abus de la pensée, ou plutôt de la parole, *verba et voces*, la quintessence, l'idéal, c'est le journalisme, cette odieuse et ignoble trompette de mensonge, au bruit répété et prolongé de laquelle les murailles de nulle cité ne résisteront jamais; le journalisme, dont la nature essentielle est l'attaque à tout pouvoir, à tout frein, à toute règle, et dont les faits, comme la réflexion, ne prouvent que trop la mortelle toute-puissance.

Pour obtenir la liberté de ses allures, tantôt la littérature, livre ou journal, se fait petite; tantôt au contraire elle veut en imposer par l'immensité de ses prétentions. Dans la seconde tactique elle se pose en sacerdoce; quel

sacerdoce, bon Dieu ! et elle en réclame, elle en exige impérieusement, majestueusement, les droits souverains, la dignité suprême et les immunités. Dans la première tactique, au contraire, où elle se rappetisse, souvent sans le vouloir, souvent même avec un orgueil bouffon, elle veut n'être plus qu'une forme, elle fait bon marché de tous ses semblants d'idées; c'est *l'art pour l'art;* folle, pernicieuse, surtout immorale et avilissante théorie. On comprend difficilement qu'il se trouve des esprits de quelque valeur qui puissent s'abaisser ainsi jusqu'à déclarer sans valeur le sens de leur œuvre pour se contenter de la fantasmagorie de la forme, jusqu'à ambitionner le rôle d'acrobate de la phrase. Plusieurs pourtant, et non des moindres, le font de bonne foi ; mais, de bonne foi ou non, à l'abri de ce bon marché fait du fond, de cette tolérance réclamée pour ce fond en faveur de la forme, les idées, les peintures, les sentiments les plus subversifs et les plus corrupteurs réclament et obtiennent un laisser-passer de funeste tolérance. Et tous, tant que nous sommes, même ceux qui blâment le plus sévèrement, fascinés, alléchés par le charme de la forme, de l'esprit effréné, de l'assaisonnement sans scrupule, nous nous habituons à cette nourriture délicate, de haut goût, mais essentiellement malsaine; nos scrupules et nos répugnances d'honnêteté et de bon sens s'émoussent ; les intelligences incertaines, c'est-à-dire l'immense majorité, sont faussées, et presque toutes les consciences perverties. Sur cette littérature si brillante et si malsaine, sur ce funeste progrès, honte, malédiction ! et surtout, mais comment le pouvoir ? restreinte et censure! Où trouver *aujourd'hui* une autorité capable et digne de cette haute magistrature ? Comment, trouvée, la faire accepter, l'imposer?

Je reviens au point de départ de ma pensée. De la nature de l'homme, ai-je dit, du milieu social où il se meut, de la nature de ses croyances, de la constitution des sociétés,

toutes choses, partie essentielles, partie accidentelles ou transitoires, résultent certaines conséquences, certaines tendances, certaines lois, qui, sans avoir la fatalité et l'absolu de la nécessité, n'en sont pas moins fort impérieuses, et, avec l'imprévu, l'accident et l'immense jeu des forces et des caprices individuels, se partagent la régie des affaires humaines.

Quand je dis que ces conséquences, ces tendances, ces lois n'ont point l'absolu de la nécessité, je parle de la grande majorité des causalités ([1]) d'un caractère général qui régissent les probabilités sociales historiques ; causalités dont le point de départ peut bien être dans la nature de l'homme ou dans les conséquences généralisées d'un accident, mais dont l'action n'est point forcée, inéludable, *nécessaire*. Il existe certes un petit nombre de lois sociales absolues, nécessaires, parce qu'elles découlent d'une cause essentielle, universelle, *nécessaire*, des conditions absolues où l'humanité vit et se meut. Par exemple : Jamais société ne subsistera sans religion ; jamais société ne durera qu'en se fondant sur la propriété ; je crois pouvoir ajouter : jamais société, sauf quelque exception tout-à-fait anormale que j'analyserai, ne pourra comporter réellement d'une manière quelque peu durable le *selfgovernment*. Je pourrais citer quelques autres lois nécessaires d'une nature constante ; il en est peut-être encore de latentes que l'expérience n'a pas encore révélées, ou qui ne le seront jamais. D'autres *nécessités*, n'arrivant qu'à titre de conséquences, à la suite de faits accomplis, toutes-puissantes par la force de la logique dans un cas donné, mais ne se fondant que sur des antécédents ou des circonstances spéciales ou transitoires, n'ont qu'une action *spéciale*, presque toujours plus ou moins transitoire. A ces

([1]) J'emploie ce mot comme on emploie d'une façon plus ou moins régulière : nécessités, probabilités, possibilités, éventualités, etc.

nécessités constantes ou relatives, appartient seules le redoutable verbe : *il faut*. A côté de ces lois, conséquences forcées de la nature de l'œuvre divine, une fois créée, ou du fait humain, une fois accompli, contre lesquelles l'activité humaine peut bien agir, à son dam, mais non réussir, se trouve un bien plus grand nombre de lois non absolues, ou plutôt de tendances d'un caractère essentiellement élastique, que la volonté individuelle, que le hasard peuvent combattre, et qui n'engendrent que des probabilités.

Ces divers ordres de lois ou tendances régissent le champ de la *philosophie de l'histoire ;* par rapport à elles doivent être étudiées et jugées toutes les situations. Là est l'espace ouvert à l'activité humaine pour accepter les lois nécessaires et agir dans leurs sens, pour seconder ou combattre suivant leur valeur les tendances. Là est le champ de la prévision humaine, toujours fort incertaine, et qui n'a chance de quelque certitude qu'autant qu'en-dehors des rares lois absolues, elle se méfie de toute théorie préconçue, *à priori*, et part et procède de l'expérience de l'humanité, à laquelle celle du penseur lui-même, quelque bornée qu'elle soit toujours, ne gâte rien.

Mais toutes ces lois ou tendances, nécessités ou probabilités, ne sont, je le répète, que le résultat des lois primordiales et générales données par le créateur à son œuvre en la créant ; ce ne sont point ces nécessités *humanitaires*, soit cycliques, soit évolutives, telles que, d'après une étude de l'histoire faite avec parti pris, ou souvent uniquement d'après des théories préconçues tout-à-fait arbitraires, les ont rêvées, à des points de vue si divers, des penseurs, des rêveurs, tels que Vico, Herder, le poétique Ballanche, le triste Pierre Leroux, Hegel, Schelling, et tant d'autres que les foules ont souvent pris beaucoup trop au sérieux, et dont trop souvent les élucubrations, les rêves, *ægri somnia*, ont exercé sur les réalités de désastreuses influences. Ces lois ne sont

point, nous l'avons dit, le *développement* d'une volonté divine, tendant par les phases et les développements prétendus normaux de son œuvre *sociale* à son but temporel *humanitaire;* car Dieu n'a point de tel but. Ce sont tout simplement des corollaires de la nature de l'homme, de sa sociabilité, et de l'influence des antécédents dont il subit les conséquences.

A proprement parler, cet ordre de causalités qu'exprime assez bien le mot *force des choses*, réside dans les choses, dans les faits ; toutefois, le travail qui se *fait* simultanément dans les pensées humaines, quelque chimérique, quelque fécond en illusions qu'il puisse être, est un *fait* aussi, et un fait d'une immense puissance. Ainsi, parmi les causes d'une nature générale, mais non nécessaires, plaçons les tendances, les passions, les croyances, les préjugés, plus ou moins raisonnables, qui, suivant les temps et les lieux, dominent les groupes sociaux, et que les écoles providentielles ou *humanitaires* prennent si souvent pour la révélation de lois nécessaires, pour des évolutions, des phases, des manifestations, des palingénésies essentielles de l'humanité, de l'être adamique collectif, pour de souverains et inéludables décrets émanés du *fiat* divin.

A côté de toutes ces causes générales dans leur nature et dans leur action comme dans leur point de départ, se trouve l'immense action des accidents et des forces individuelles, de ce que l'on désigne sous le nom de *hasard*. Quel que soit l'impertubable aplomb avec lequel les écoles providentielles et humanitaires dédaignent ou nient l'action du hasard et de l'individu, vous comprenez, Monsieur, que je ne partage point ce dédain. Il m'est évident, au contraire, que leur rôle balance celui joué par les causes générales. Ces deux actions, dans le drame, ou plutôt dans les drames si multiples et si enchevêtrés de l'histoire, agissent en même temps, se croisent, s'aident, se combattent, s'annulent, s'atténuent, dans

une infinie variété. Les forces du hasard ou de la volonté individuelle ne peuvent rien pour produire ce que les causes générales ont rendu impossibles ; mais dans le champ de ce que ces causes laissent possible, champ sujet à de nombreuses et brusques variations, elles peuvent autant que ces causes pour produire et diriger les événements ; elles peuvent beaucoup pour amener, combattre, retarder, annuler les causes générales non nécessaires.

Pour produire l'explosion d'une mine, il faut une mine chargée et un individu qui y mette le feu. De même que tel individu eût pu empêcher de charger la mine, il peut ne se trouver personne pour y mettre le feu, ou bien se trouver une volonté énergique pour empêcher qu'on ne l'y mette. Il y a telle volonté assez énergique pour enlever de la mine des matières inflammables, ou les annuler par la submersion.

A ce lac, amas d'eaux lentement ou brusquement accumulées, encaissées au sein de hautes montagnes, ouvrez une issue, ou laissez-le se l'ouvrir par son action naturelle : le lac se précipitera, torrent sauvage et impétueux, et répandra l'inondation sur toute la plaine. Mais si personne n'ouvre cette issue, ou si je détourne ou taris ses eaux et ses sources ; si seulement j'accumule ou renforce des digues pour les contenir jusqu'à ce que peut-être quelque issue souterraine s'ouvre d'elle-même; si seulement un éboulement fortuit produit cet effet de digue, le lac demeure stagnant et inerte, ou porte ailleurs sa puissance de torrent, ou se dessèche et se perd.

Il me faudrait écrire l'histoire universelle, pour montrer à chaque pas le hasard ou l'énergie d'individualités puissantes se partageant avec les causes générales la régie de l'histoire ; pour mettre à chaque instant en relief de tous petits faits, de toutes petites causes amenant d'immenses résultats, imprimant à l'humanité des directions imprévues,

fondant, altérant, brisant des empires, des nationalités. Bossuet lui-même, l'une des plus éclatantes lumières du système providentiel dans l'histoire, n'a-t-il pas montré le grain de sable dans la vessie de Cromwell, brisant dans leur germe d'immenses événements projetés par une individualité puissante? Il est un exemple entre d'innombrables exemples, que je choisis, non comme le plus frappant, mais comme un de ceux qu'on a le plus cités : le verre d'eau sur la robe de Mrs Masham. Certes, quoi qu'en disent les hiérophantes humanitaires, ce verre d'eau (je le suppose authentique), déterminant chez une femme irritable, futile, et reine, un revirement de vouloir, décidant ainsi par un caprice puéril un changement de ministère, portant le pouvoir des Whigs aux Torys, a sauvé la monarchie de Louis XIV, celle d'Espagne et des Indes des dernières extrémités. Quelles immenses conséquences d'un caprice et d'un verre d'eau! Je sais bien que les philosophes providentiels peuvent dire que Dieu, poursuivant ses plans dans l'humanité, envoie à sa guise de petites causes, soit hasard *providentiel*, soit homme *providentiel*, et qu'il les lance ainsi avec une *mission* (autre mot de cet ambieux argot); le grain de sable de Cromwell devient *providentiel;* le verre d'eau devient *providentiel*. Il est évident qu'à cela il n'y a rien à répondre, si ce que j'ai déjà dit n'a pas répondu. Pour moi, je l'avoue, l'évidence est complète contre la thèse que presque toute cette longue lettre a été consacrée à nier. Et dans les lettres qui suivront, je mettrai, avec pleine conviction, aussi souvent en saillie comme moteur déterminant le petit fait que la cause générale.

QUATRIÈME LETTRE.

27 Août 1848.

Un des devoirs les plus sacrés de l'homme est celui envers sa patrie ; envers cette association particulière dont il reçoit la protection, à laquelle il est redevable d'échapper à l'état sauvage ou barbare. A cette société, tant qu'il en demeure membre, car il est juste qu'il s'en puisse retirer, à cette société il doit d'en accepter ou d'en subir les lois, en tant qu'elles ne violent pas la justice et la morale éternelles; il lui doit de respecter le pouvoir qui la régit, quelque peu sympathique que ce pouvoir soit à ses idées personnelles ou à son goût ou à ses sympathies, pourvu toutefois que ce pouvoir, *établi* et régulier, ne soit ni *Néron* ni la *Convention*, soit apte à remplir de façon tolérable son rôle de pouvoir. A ce pouvoir, ne fût-il que subi, le citoyen, loin de lui faire jamais aucune opposition *systématique*, doit de lui concéder avec empressement toutes ses conditions d'existence, de lui faciliter sa tâche sociale, et, ne crût-il pas à sa durée, de ne point pousser à sa chute. Il lui doit loyal concours pour le bonheur, la prospérité de la patrie, et pour sa défense contre l'agression, soit étrangère, soit intestine. Mais à la patrie il ne doit pas, il serait absurde de le penser, l'abnégation ou la perversion de son sens moral, de sa conscience et de sa conviction ; il ne lui doit pas de concourir à ce

qu'elle peut faire de mal, ni même de trouver ce mal beau et bon, de devenir assez la végétation du coin de terre où le hasard l'a fait naître pour professer en conséquence de ce hasard un ensemble d'appréciations dont il professerait le contre-pied si le hasard l'eût fait naître quelques pas plus loin. Comme l'a dit Pascal : « trois degrés d'élévation du pôle renversent toute jurisprudence. Un méridien décide de la vérité...... Plaisante justice, qu'une rivière ou une montagne borne. Vérité en deçà des Pyrénées, erreur au delà. »

Chaque pays, en tant qu'association et corporation politique, non seulement peut, mais doit être essentiellement égoïste, non pas en sacrifiant à soi le droit d'autres peuples, mais en tant que, sauf la justice, chaque peuple, comme peuple, ne doit s'occuper que de ses intérêts. Les individus, qui ne dévouent qu'eux, ont le droit d'être chevaleresques, Don-Quichottes même, et de se dévouer à leur guise, à tort et à travers. Mais les chefs d'une nation n'ont pas le droit de dévouer cette nation à une autre, voire même à l'humanité; de lui imposer de prétendues missions d'abnégation et de sacrifice, de lui demander son or et son sang pour accomplir ces missions, de l'immoler, sur quelque autel que ce soit. En politique, en économie politique, en tout ce qui concerne la régie des intérêts spéciaux de l'association politique, l'égoïsme national, sauf, je le répète, la justice, est un droit et un devoir. Mais dans la région des idées une impartialité lucide et sereine a seule des droits. Le vulgaire, dans notre siècle de pseudo-dévouement, preud en cela souvent le rebours du bon sens : il prétend que la nation se dévoue en pratique dans une folle propagande, et il porte dans les régions intellectuelles toute la mesquine, niaise et injuste étroitesse de la politique de clocher, ou de cocarde. La pensée, c'est sa nature, sa dignité, son droit, la pensée est essentiellement cosmopolite et libre. Par elle et pour ce qui est d'elle, on est citoyen de l'humanité, de sa conscience, de

sa conviction, bien plus que d'un pays, ou plutôt à l'exclusion de tout pays.

Dieu me garde d'enlever la moindre parcelle à cette admirable, cette sublime chose mêlée d'idée, de sentiment et d'instinct : l'amour de la patrie. Ce magnifique joyau du trésor de l'humanité, ce talisman qui à un si haut degré la pare, l'anoblit, la sert, n'aura jamais trop d'éclat, trop de puissance. Qu'à l'idée, au sentiment, à l'instinct, s'ajoutent une indéfinissable, une inexplicable magie, un irrésistible prestige, fût-ce même une auréole d'illusion, tant mieux ; puissent toutes les forces humaines converger, concourir à former et fortifier l'élément merveilleux, à le grandir en religion. Mais en recueillant tous ses effets d'amour, de bonheur et de justice, gardons-nous de lui faire produire la haine, l'erreur funeste, le mal et l'injustice.

Dans l'essor de l'intelligence, la patrie occupe, certes, cette première place qu'elle occupe dans le cœur et dans l'activité. Ses intérêts, son bonheur, sa gloire, apparaissent au premier plan. Mais s'il plaît aux meneurs du pays de lui imposer une mission *humanitaire* dans la politique générale, si le pays l'accepte ou la subit, si même il se trouve par ses antécédents historiques, par ses instincts, par la nature des idées dominantes, conduit et comme prédestiné dans un moment donné à remplir cette mission, ce rôle dans le drame du monde ; et si cette mission heurte les convictions d'un citoyen, son sentiment suprême du juste et de l'injuste, du salutaire et du pernicieux, oh ! alors qui pourrait soutenir qu'il est du devoir de ce citoyen d'immoler à je ne sais quel fanatisme, quel fétichisme patriotique, sa conscience et sa raison ; que son devoir et son droit ne sont pas plutôt de séparer dans sa sympathie la patrie de sa prétendue mission, des idées fausses ou vénéneuses que pour son malheur et celui du monde elle représente, passagèrement, il faut l'espérer, dans le monde? Certes, ce citoyen, en souhaitant

à son pays le succès de tout ce qui peut le faire réellement heureux et grand, peut et doit souhaiter que tout ce qui tient à la mission dont on l'affuble échoue, que l'influence des principes dont on le fait le champion se brise, et celle du pays lui-même, en tant qu'elle s'identifie à celle d'un principe mauvais. Il doit souhaiter, quoique à dur regret sans doute, l'avortement de tout ce que le pays pourrait tenter dans l'intérêt du mauvais principe, comme de ce que dans la sphère de ses simples intérêts politiques il pourrait tenter d'injuste et de lésant les droits d'autrui.

Si tel est dans le présent le droit et le devoir de l'homme, à plus forte raison dans le passé doit-il apprécier avec l'indépendance et l'impartialité de son jugement les actes et les œuvres des hommes qui dans ce passé ont composé le groupe social portant le même nom que porte sa patrie, des hommes dont sa patrie a recueilli l'héritage sous bénéfice d'inventaire; à plus forte raison peut-il librement juger leurs passions, leurs idées, leurs tendances, leur influence, les principes qu'ils ont défendus ou même représentés, les missions qu'ils se sont attribuées, ou laissé attribuer aux diverses époques de l'histoire. Et dans ce drame, ou plutôt dans cette suite de drames, le citoyen, selon sa conscience, prendra parti dans ses sympathies pour ou contre ceux qui portèrent le même nom géographique que lui. Prétendre qu'il en fût autrement, serait avilir, asservir, déshonorer la pensée. Ce serait déshonorer, abrutir matérialiser le patriotisme, lui enlever toute moralité, toute dignité.

Dans l'appréciation des actes et des œuvres des autres sociétés, des autres nationalités, le citoyen, *l'homme* les jugera d'après les règles de la justice, d'après sa connaissance de ce qui est salutaire aux sociétés humaines en général, à telle ou telle société en particulier, et des intérêts spéciaux légitimes de chacune de ces sociétés, sans prétendre, dans un injustifiable égoïsme de clocher, que ces nationalités se

sacrifient à la sienne, en acceptent la direction, l'influence, et en fassent les affaires ([1]).

La France, depuis longtemps à la tête de la civilisation sous beaucoup de rapports, surtout sous celui de la *société*, de l'esprit, de la littérature, et de plusieurs des élégances de la vie, a, depuis trois siècles et demi, joué dans le système européen un rôle assez constamment turbulent, perturbateur et de déplorable prépotence. Depuis un siècle elle y a joint la funeste propagande de toutes les idées anti-sociales et de révolte. Entre tous les rois de sa dynastie, depuis le sage et saint Louis IX, quelque réputation qu'on ait voulu faire à plusieurs, combien en est-il qui réunissent à dose même médiocre, un caractère honorable à une certaine sagesse, à une certaine habileté ? Plusieurs sont au-dessous du mépris. Et pourtant il y a dans cet inappréciable principe de la royauté tant de vitalité, tant de puissance salutaire et de fécondité, que, représentée par tant de rois sans mérite ou d'un caractère funeste, par le seul fait qu'elle a duré et s'est fortifiée, la royauté a, à travers les siècles, conservé le pays, rendu possibles et sauvegardé sa croissance, ses progrès, sa prospérité, sa gloire. Véritablement, la dynastie de France n'est pas exceptionnelle en mal, ni entre les dynasties, ni par rapport à sa nation. Hélas ! les dynasties sont tristement homogènes à leurs nations, à la triste humanité. *Pourtant* (l'*eppure* de Galilée) la royauté est chose grande, bonne; elle *fait*, elle maintient, elle sauve, ou du moins seule peut sauver.

En remontant à Louis XI, la France n'a à peu près jamais fait de guerre extérieure juste. Sous Charles VIII et ses trois successeurs, elle s'engage follement, pour je ne sais

([1]) Dans les anciens auteurs français, on voit souvent les souverains pontifes, les princes ou chefs des nations étrangères loués d'être *bons Français*.

quelles prétentions personnelles de ses rois, dans les interminables guerres d'Italie. Les buts qu'elle y poursuit sont sans valeur pour elle, aucun de ses intérêts ne s'y rattache; elle n'en tombe pas moins comme un fléau prolongé au milieu des brillantes civilisations italiennes, excessivement vicieuses sans doute, mais qui sans elle eussent peut-être abouti à un heureux développement, et à qui certes elle a été bien fatale. Quand vient le règne infiniment trop vanté de Richelieu, elle met sa gloire et son activité à écraser la maison d'Autriche, c'est-à-dire, deux glorieuses puissances catholiques, les deux puissances dont le rôle était alors le plus grand dans la civilisation, qui venaient, inappréciable bienfait, de sauver l'autorité, l'unité spirituelles, et peut-être temporelles : l'Espagne et l'Autriche. Alors commence pour la France cette misérable et odieuse tactique, qu'elle a tant appliquée : de tout faire pour n'avoir autour d'elle que des Etats faibles et désunis, pour les mettre ou les maintenir dans cette situation, pour fomenter, exploiter leurs interminables divisions, et s'en faire des satellites; enfin, pour fonder, conserver, étendre, imposer chez autrui ce qu'elle appelle ses *légitimes* influences. C'est sa tactique en Italie. En Allemagne, dans la funeste guerre de Trente Ans, dont la durée fut son œuvre, conduite par son perfide prince de l'Eglise, elle se fait le champion du protestantisme, entre dans l'Empire, y appelle le *condottiere* de Suède, si singulièrement canonisé par le protestantisme. Au moment où elle se mêle de cette querelle germanique, à laquelle rien ne la conviait, deux grands, deux immenses faits, allaient, selon toute apparence, se produire, deux faits souverainement heureux : le protestantisme allait disparaître de l'Allemagne, et la si désirable unité de la vieille foi s'y rétablir ; la puissance impériale, si insuffisante, allait y acquérir une prépondérance salutaire, nécessaire pour faire du corps germanique un corps politique véritable, un tout assez homo-

gène, une vraie nationalité. Il est possible même qu'à ce jour l'hérédité, gage de force, de paix et de vie, fût venu imprimer à cette nationalité sa suprême sanction. Ces deux grandes choses qui, très-probablement, allaient advenir, ces deux grands bienfaits pour l'Allemagne, la France, au prix de torrents de sang et d'un rare luxe d'intrigues, les empêche, et en amène les contraires. Pour satisfaire ses inintelligentes ambitions du moment, et son désir de maintenir ses voisins dans une impuissance morcelée, elle dévoue l'Allemagne à une période indéfinie, de quasi-anarchie, d'humiliation nationale et de discordes intestines, sous le sceptre d'un pouvoir nominal; et pour se payer de tels bienfaits, elle emporte à la paix un lambeau, essentiellement allemand, de l'Empire, où elle est entrée, selon son usage, sous les prétextes les plus désintéressés, les plus généreux.

Sous le grand roi, ce prince infiniment trop vanté, dont on pare le nom de toute la splendeur que le développement naturel de cette époque répandit sur la France, les guerres les plus injustifiables se succèdent coup sur coup. Il épuise tous ses voisins par les luttes où il les force, tantôt par ambition, tantôt par caprice; il escamote, comme un vulgaire coureur de testament, la monarchie d'Espagne pour son petit-fils, chose sans intérêt pour la France, tandis qu'il pouvait, en respectant la foi des traités, obtenir pacifiquement, pour sa monarchie, l'agrandissement le plus à sa convenance. Puis, après avoir, par une chance inespérable, échappé à la ruine complète de cette monarchie, il meurt, la laissant après quinze ans d'horribles souffrances, épuisée d'hommes et d'argent, avec des finances en complet désarroi, à la veille d'une banqueroute forcée.

Les quelques guerres que fit Louis XV ne sont pas plus justifiables. C'est sous ce règne que commence la grande œuvre de propagande anti-religieuse, anti-morale, anti-sociale, subversive de tout pouvoir, qui depuis lors s'est

constamment exercée en France sur elle-même et sur ses voisins peu à peu infectés du venin si contagieux de ces doctrines. Ah! certes, la France aurait tort d'être fière des sympathies que rencontrent partout ces doctrines émanées de son sein, et de prétendre y voir leur justification. Qui ne le sait? rien de contagieux, d'attrayant comme le mal, la corruption, la révolte. Et le nom de la France, disons-le à regret, laissant de côté le synonyme euphonique et trompeur de *liberté*, est populaire comme un cri, comme un appel de *révolte*. Nous sommes au règne de Voltaire, l'écrivain auquel, ce semble, il a été donné d'influer le plus sur son époque; et quelle influence! Etourdi, égoïste, méchant, perfide, rancunier, envieux, vaniteux, bas, plat adulateur, insolent insulteur, immoral dans tous les sens du mot, odieux et ridicule, et tout cela au suprême degré amalgamé avec beaucoup d'esprit et tour à tour avec un extrême bon goût et le mauvais goût le plus détestable, inférieur certainement comme talent à sa renommée, c'est à bon droit pourtant que cet homme a donné son nom odieux au siècle par lui si tristement défiguré et corrompu à son image.

Dans un de ses bons moments, Voltaire fit par mégarde ce vers si souvent cité :

Si Dieu n'existait pas, il faudrait l'inventer.

Comment ne comprit-il pas, sophiste frivole, lui et les hommes d'esprit qui lui firent cortége, que cette idée si vraie était applicable à d'autres principes aussi dont vit l'humanité? L'idée de Dieu, admise seule, purement théorique, dénuée de révélation, et d'où par conséquent n'émanent ni *loi*, ni menace, ni promesse positives, cette idée est à peu près sans puissance pour régler, contenir, consoler, moraliser. Disons-le, en acceptant la formule du vers d'Arouet : Si la *révélation*, seule base possible d'une morale quelconque ; si le *christianisme*, c'est-à-dire la révélation sous sa forme

existante, forme *incomparablement* haute, pure, salutaire ; si le *catholicisme*, c'est-à-dire le christianisme avec la puissance complète de la tradition, avec la norme et la force d'une autorité incontestée, toujours vivante; dans un ordre bien moins haut et certes moins absolu, si l'idée du *droit dans le pouvoir* temporel, qui seule peut rendre l'obéissance facile, féconde, douce, durable et digne ; si ces grands principes n'existaient pas, il faudrait les *inventer*. Mais ces immenses choses, les premières surtout, qui donc, fût-ce un de ces vains sophistes qui ne doutent de rien, pourrait prétendre pouvoir les inventer, les faire accepter au monde ? Hélas ! il ne s'agissait que de *conserver ;* mais le sophiste, impuissant à rien fonder, est tout-puissant à détruire ; inapte à créer un atôme, il peut perdre des générations. Il ne s'agissait que de conserver; c'était le plus immense service à rendre au monde ; cela est d'une éblouissante évidence pour tout homme de sens, même pour celui qui doute de ces principes souverains, ou les nie en son for intérieur ; *vérités* ou *illusions*, ou *préjugés*, qu'importe! à tout prix il les fallait sauvegarder. Et pourtant, qui, dans ces générations de pseudo-philanthropes philosophes, s'est seulement douté que là était le suprême trésor, l'élixir de vie de cette humanité qu'ils faisaient métier d'aimer ? *Préjugés !* criaient-ils dans leur ineffable suffisance ; et les déplorables niais croyaient tout dit, et les questions jugées. Il ne s'agissait que de conserver ; et rien ne saurait rendre la haineuse et stupide fureur avec laquelle tous ils se sont sans relâche rués, acharnés à déraciner ces principes, à jeter au vent ces trésors, à détruire ces merveilleux talismans par lesquels subsistait l'édifice social ; à ébranler avec d'odieux ricanements les colonnes sur lesquelles reposait la voûte majestueuse, à fouiller dans cette voûte pour en saisir la clef et l'arracher.

Je l'ai dit, et c'est ma profonde croyance, nulle forme gouvernementale n'a d'avenir, nulle n'aura même un présent

quelque peu prolongé, si ce n'est la monarchie absolue, ou à peu près telle, c'est-à-dire où le pouvoir royal a la haute main. Cette monarchie est loin d'être un idéal, mais enfin elle est seule possible, sauf, dans des cas très-rares, l'aristocratie, là où il y a de l'aristocratie, et sauf de plus ou moins longues transitions de révolution, d'anarchie ou d'essais passagers. C'est donc avec cette forme de gouvernement, la seule possible ou capable de durée, qu'il faut compter. Cette forme, suivant les modifications que lui impriment les circonstances dans lesquelles elle fonctionne, est susceptible d'offrir tous les degrés du très-mauvais au très-bon. Or, par une merveilleuse combinaison de circonstances, il était arrivé, après le milieu du dix-huitième siècle, que, sans atteindre certes à la perfection, la monarchie, dans les divers Etats d'Europe, se présentait plus satisfaisante, plus bienfaisante, fonctionnant, à tout prendre, incomparablement mieux que cela ne s'était jamais vu dans l'histoire. Des progrès réels dans l'application de certaines idées morales et politiques, dans la civilisation matérielle, comme aussi dans le bien-être des masses; une meilleure répartition des nécessités de la vie, l'adoucissement des mœurs, le progrès de l'influence de l'opinion, juste en beaucoup de points ; diverses institutions, les existences intermédiaires, les précédents et les traditions contenant, modérant, réglant, soutenant, dirigeant la souveraineté, tout en la laissant partout prépondérante, comme il faut qu'elle soit ; une certaine tendance générale de tout ce qui était autorité à ne pas s'exploiter à son profit, à ne pas abuser de soi-même, à agir dans l'intérêt de tous, à réformer, à améliorer ; la disposition des aristocraties acceptées à se montrer bienfaisantes; la situation incontestée, respectée du pouvoir, qui pouvait être doux sans danger et s'abstenir de tendre les ressorts pour obtenir l'obéissance : tout cela s'unissait pour donner aux souverainetés le caractère le plus paternel, le plus régulier, le plus souhai-

table sous lequel le monde eût encore vu le pouvoir politique. Et cet état de choses, comparativement si satisfaisant, était en voie de progresser, de s'améliorer encore.

On le sait, l'amélioration, le progrès, la réforme des abus étaient la grande préoccupation de presque tous les souverains à cette époque. Le philosophisme commença par pervertir cette tendance, soit dans les souverains, soit dans leurs ministres, en faussant en eux, comme dans le public, tous les éléments de la science sociale, en présentant comme salutaire aux peuples ce qui leur était pernicieux, et *vice versa;* surtout en s'attaquant au principe religieux, essentiel élément de toute œuvre sociale. Le mal était grand, profond, mais pourtant la religion et le pouvoir demeuraient debout; la tradition n'était pas brisée; tout pouvait être sauvé. La souveraineté devait probablement tôt ou tard s'apercevoir que dans ses intentions si bonnes elle se fourvoyait; mais le philosophisme français, dont nous sommes les tristes héritiers, ne pouvait respecter une tradition, un pouvoir; le droit de la souveraineté fut discuté, contesté, sapé; l'hostilité, le mépris contre elle excités. Enfin, battue en brèche par le sophisme et le sarcasme, elle s'abîma en France dans l'anarchie. Profondément ébranlée dans tout le reste de l'Europe, malgré les réactions subséquentes, elle a fini par s'y abîmer aussi presque partout, sous nos yeux, dans le plus déplorable des gâchis. Une réaction nouvelle relèvera-t-elle encore en Europe les monarchies traditionnelles? Ce serait une merveilleuse chance, dont nos folies nous rendent peu dignes. Quelque peu probable qu'elle apparaisse, peut-être dans la grande loterie des chances, peut-être peut-on encore l'espérer. Mais si ce gros lot advenait, cette réaction pourrait-elle s'établir assez dans les esprits, surtout trouver dans les pouvoirs assez d'intelligence et de volonté pour obtenir de la durée? En dehors de cette chance, que l'espérance toute jeune échappée de la boîte

de Pandore, peut seule rêver, voici tout ce que je puis entrevoir : L'anarchie ne pouvant pourtant se perpétuer à toujours, du moins il faut l'espérer, le gouvernement monarchique représentatif étant hors de cause comme une impossibilité sophistique, condamnée par les faits; l'*aristocratie* étant impossible, faute d'*aristocratie:* le pouvoir absolu réapparaîtra, mais ce sera en dehors de toutes traditions de races, de lois, souvent même de nationalités; ce sera entre les mains de quelques parvenus que les *jeux de la force et du hasard* auront élevés sur les pavois; ce sera sans autre acceptation des foules que celle de la peur, sans autre garantie que la force, sans transmission établie ou assurée de despote à despote; enfin, comme je l'ai dit, *au lieu du Roi, les tyrans.* Il en sera ainsi pour longtemps, temps rempli de douleurs. Le comte de Maistre a écrit : La *légitimité* (c'est-à-dire la souveraineté traditionnelle incontestée) *est une plante qui ne croît que dans le sang* [1]; j'ajouterai : et qui met longtemps à croître.

Et telle aura été, selon trop de probabilité, l'œuvre à jamais maudite du philosophisme. Poussé par tout ce qu'il y a de faux, de vaniteux, de haineux, d'égoïste, agissant sur tous les instincts dangereux de notre nature, il aura déraciné et brisé le pouvoir sous sa forme *théoriquement* la meilleure, la forme traditionnelle, et dans la réalisation *historique* la plus heureuse de cette forme, pour aboutir, après de longues années d'angoisses, de convulsions sanglantes, à l'intronisation de despotismes brutaux et vacillants, entremêlés d'anarchie. Dans sa présomptueuse et inintelligente outrecuidance, il a, pour corriger quelques abus, appelé sur

[1] Le comte de Maistre n'entend point, certes, que la *légitimité* soit un principe sanguinaire; il entend que d'ordinaire le pouvoir longtemps violemment contesté, ne devient incontesté qu'après de longues et sanglantes luttes. Je ne sais si M. de Maistre dit : *d'ordinaire;* en tout cas il le faut; mieux vaudrait : *presque toujours.*

la société un complet cataclysme ; à propos de certaines réparations désirables à l'édifice social, il a détruit cet édifice, non pas jusqu'*à* ses fondements, mais jusque *dans* ses fondements. Comme un enfant malfaisant et mal né, il a, dans ses funestes jeux, brisé comme de vains hochets tous les ressorts les plus essentiels de la sociabilité. Et telle est sa perverse et stupide inintelligence, qu'après le lamentable premier succès de ses efforts, comme après tous les autres succès qu'il lui a été donné d'obtenir plus tard jusqu'à ce jour, à l'aspect des incalculables désastres qui sont son œuvre, et qui ont eu beau se dérouler en long arroi devant lui, il n'a pas manqué de s'applaudir de son triomphe maudit; et, drapé dans son orgueil insensé, assis sur les ruines par lui faites, les pieds dans le sang et dans la boue, s'enivrant de la tempête, aspirant les vapeurs immondes et méphitiques que sa parole évoque de l'abîme, il n'a cessé, stupide, de se glorifier dans son œuvre, d'insulter, de sophistiquer, de rabâcher et de ricaner dans les décombres.

Je suis loin de prétendre entourer d'une auréole de perfection et d'idéal l'époque anté-révolutionnaire, les pouvoirs, les souverainetés d'alors. On sait, il me serait facile d'indiquer tout ce qu'on put leur reprocher en tout ou en partie. *Entre autres choses*, et en première ligne, j'indiquerai trop de brusquerie, de légèreté, d'impatience, trop de prépotence, trop d'impérieux dans l'innovation; trop peu de respect pour le passé, les habitudes et la tradition. J'indiquerai surtout l'oppression morale et malheureusement parfois matérielle de l'Eglise, de son gouvernement, de son enseignement, de sa légitime liberté ; par conséquent l'affaiblissement de sa dignité, de sa vivifiante et suprême influence, et l'hostilité déplorable du pouvoir temporel contre le pouvoir spirituel, ces deux grands éléments de la vie des sociétés. Le triste Joseph II est à lui seul le triste type, le type excessif de tous *ces* divers défauts qu'ont pu avoir, sans pré-

judice d'autres défauts, les pouvoirs d'alors. Mais d'abord, presque tout ce qu'il y eut là d'essentiellement mauvais vint du philosophisme. Puis l'esprit d'amélioration, très-vivant, appelait, commandait toute patience, tout espoir, et doit être pris en grand compte dans l'appréciation de ce qui était. Enfin, je le répète, il ne s'agit ni de perfection, ni d'idéal ; il s'agit d'à peu près, de pis-aller, la seule chose à prétendre ici-bas ; d'appréciation, de bonté comparatives. Je maintiens mon dire.

On a souvent vanté les grands progrès faits à la suite de la révolution française. Exagérés outre mesure, sans doute il y en a d'incontestables ; mais j'affirme que pendant les quarante ans qui ont précédé cette catastrophe néfaste, il a été réalisé autant de progrès réels que dans les quarante ans qui l'ont suivie ; on a le droit de croire que sans la révolution, la même somme au moins eût été réalisée pendant ces derniers quarante ans. Et ces progrès on ne les eût pas payés de l'horrible prix de sang, de larmes et d'infamie auquel la révolution les a vendus. On ne les eût pas payés surtout au prix, mille fois trop cher, parce qu'il est permanent, parce qu'il pèsera, selon toute prévision, sur un nombre indéfini de générations, au prix de toutes les ruines morales que cette révolution a accumulées sur l'Europe, au prix de ce vide immense que laisse la chute ou l'affaiblissement de tous les principes que la révolution a attaqués en les calomniant.

Quoi que répètent *maintenant* toutes les bouches, dans cet entraînement devenu si puissant, il n'y avait rien de *nécessaire*, rien d'inévitable; ce vent immense qui courbe toutes les têtes avec une telle puissance, a été longtemps un petit souffle, que telle volonté médiocrement énergique eût pu annuler. Même dans sa puissance il n'était, il n'est peut-être pas invincible. Il eût suffi qu'en France régnât un prince ou un ministre, non de génie, non d'exceptionnelle vertu, non

d'exceptionnelle force, mais d'un sens, d'une honnêteté, d'une volonté médiocres réunis. Cet homme a manqué, ou plutôt la destinée a semblé se jouer de nous en nous faisant entrevoir deux fois l'homme opportun dans la lignée royale : le dauphin duc de Bourgogne, et le dauphin fils de Louis XV; mais tous deux, montrés seulement au monde, sont morts sans régner; et l'avenir de la civilisation, par l'influence française, a été livré aux mains rouées du Régent et de Dubois, aux mains égoïstes et indolentes de Louis XV et de ses courtisanes; aux mains débiles et vacillantes de Louis XVI.

A l'avènement au trône de ce prince, rien n'était plus praticable que de tout réparer, que de donner satisfaction aux besoins réels du royaume, sans ébranler et altérer l'ordre social, traditionnel. Avec des idées plus ou moins saines, presque tous les souverains voisins étaient en voie de réformes aussi graves qu'aucune de celles que pouvait réclamer l'état de la France. Savoir vouloir, en face d'une cour frivole, mais facile à dompter; rétablir, par des mesures tout indiquées, l'ordre dans les finances; tendre à rétablir l'ordre dans les esprits, par l'influence et l'exemple personnel du monarque et de ses entours, et par une surveillance plus sincère sur la mauvaise presse [1]; faire dans l'administration les réformes intelligentes; confier en des mains saines les ministères, spécialement la feuille des bénéfices, par laquelle on eût pu rendre au clergé sa pureté et son efficacité. Rien dans tout cela que l'on ne pût espérer d'un prince honnête, de quelque sens. Au lieu de cela, tout fut essayé, remué, dans les idées et dans les choses; rien ne fut fait; le mirage des promesses, l'espérance des théories,

[1] M. de Malesherbes, ministre du roi et directeur de la librairie faisait, si je ne me trompe, imprimer clandestinement en Hollande, pour M. Rousseau de Genève, je ne sais lequel de ses livres, l'*Emile* ou le *Contrat social;* deux œuvres aussi méritantes l'une que l'autre.

n'aboutirent qu'aux avortements. Turgot, dont le noble esprit, trop atteint par le philosophisme, n'appréciait pas à toute sa valeur le pouvoir et la tradition, Turgot, dans ses réformes, pas toujours judicieuses et prudentes, voulait peut-être réformer trop radicalement et trop vite; mais après lui on ne fit rien. Le pouvoir, qui avait plus que jamais besoin d'inspirer l'idée de la force et le respect, se dépouilla plus que jamais, par ses tergiversations, de ces deux auréoles. Puis vint la guerre d'Amérique. Elle eut une immense portée; d'elle date l'ère nouvelle révolutionnaire. Ce fut, à vrai dire, le premier grand fait, dans l'époque moderne, empreint d'un caractère théorique et généralisateur de révolte, d'insurrection. La part qu'y prit la France n'avait pas même la justification d'un prétexte; elle porta le désordre dans nos finances, qui se relevaient; et de là date véritablement le déficit, occasion de la révolution de 89. Elle acheva de porter le désordre et l'esprit de révolte dans les intelligences, par la glorification des principes d'insurrection et par la complicité dans leur défense.

Ici, Monsieur, permettez-moi d'interrompre jusqu'à un certain point, la suite des idées, que vous me permettez de vous développer, par quelques considérations sur les Etats-Unis, considérations qui du reste se lient intimement à mon sujet. Je commencerai par celles qui se rapportent spécialement à l'Amérique; puis j'arriverai à celles d'une importance plus générale qui se rapportent à sa constitution typiquement envisagée.

Je le dirai, à l'encontre de l'opinion généralement acceptée : l'insurrection américaine fut injustifiable. La politique de l'Angleterre vis-à-vis de presque toutes ses colonies, fondées ou même conquises (pour ces dernières le Canada en est un grand exemple), cette politique, si différente de celle des autres nations européennes, fut remarquable par la douceur, la largeur des concessions, la grande, très-grande

latitude laissée à l'action locale. Dans les colonies de l'Amérique du Nord spécialement l'action de la métropole se faisait à peine sentir. Dans l'administration, la législation, la taxation, chacune des colonies avait ses coudées franches; leur prospérité et leur liberté étaient grandes. Loin que la métropole les exploitât, elles lui coûtaient. La guerre de 1756, terminée par la paix brillante de 1763, avait été soutenue uniquement dans l'intérêt des colonies américaines; cette guerre avait coûté très-cher et grevé l'Angleterre d'une dette considérable. Ce fut donc chose légitime et juste que la pensée de faire contribuer les colonies pour une part, et elle était faible, aux dépenses de la mère-patrie qui les protégeait, spécialement à des dépenses énormes faites dans leur intérêt, d'autant que les taxes réclamées furent de cette nature de taxes que les métropoles se sont habituellement réservées. C'est donc, à mon avis, chose injustifiable que l'ingratitude des colonies, leur résistance à la taxation, leur insurrection contre le gouvernement de leur pays, leur appel, contre leurs concitoyens d'Europe, à l'ennemi dont ces concitoyens venaient de les sauver. Une fois la lutte admise, bien des choses dans cette lutte si vantée obscurcissent singulièrement le rôle des insurgés. Le grand nombre se montre bien apathique, bien égoïste, bien indifférent à la chose publique; sans la volonté persistante de Washington, sans le secours de l'étranger, l'insurrection eût échoué. La conduite des insurgés à l'égard des *loyalits* fut un barbare abus du succès. Enfin l'insurrection heureuse devint une révolution; un grand Etat fut fondé; et sous l'égide de lois habiles, d'une constitution très-sage, pondérée avec une extrême sagacité, sous l'égide surtout de merveilleuses circonstances exceptionnelles, le splendide spectacle de la jeune civilisation américaine apparut aux regards. De grandes vertus, de grands caractères avaient été déployés dans la lutte, et le furent dans la paix; une somme inconnue de li-

berté, de bien-être, de progrès rapides fut le lot de la nouvelle société. Pourtant, sur sa grande moitié s'étendit, exécrable dans l'application, exécrable dans l'impudente théorie, la lèpre hideuse et infamante de l'esclavage. Chose bizarre, que le monde dans ses enthousiasmes étourdis accepta sans la moindre protestation, le nom du chef américain qui depuis lors fut reçu comme personnification et symbole de la vertu républicaine, de la liberté, nom illustre d'ailleurs à beaucoup d'égards, ce nom fut celui d'un grand propriétaire d'esclaves, Washington, nom moins fait ainsi pour personnifier la liberté que celui d'aucun membre des vieilles aristocraties du vieux monde occidental, dont aucun à cette époque n'eût osé prétendre posséder un homme. Et des sept premiers présidents de l'Amérique, sauf les deux illustres Adams, aucun, y compris le philosophe Jefferson, qui ne fût aussi propriétaire, exploiteur, acheteur, vendeur d'hommes.

Un des plus grands orgueils de la démocratie américaine est la prodigieuse rapidité avec laquelle sa population multipliée dans une proportion sans précédents, s'est répandue sur l'immense continent à sa portée, l'a peuplé, en grande partie couvert de cultures fertiles, de villes florissantes, de routes, de canaux, de chemins de fer et de toutes les merveilles, surgies comme par enchantement, de la civilisation la plus avancée. Il y a certes dans ce spectacle magique quelque chose de bien fait pour frapper l'imagination, exciter l'admiration et donner à l'homme l'orgueil de sa puissance. Mais qu'il me soit permis de demander si de cette si rapide multiplication de l'espèce, de la si rapide occupation d'un immense continent, l'humanité a à se féliciter. Je ne le pense point. Dans les divers événements historiques, ce dont elle doit se réjouir, c'est de l'augmentation de moralité et de bonheur des êtres humains qui se trouvent sur la terre. Mais je ne pense pas qu'à aucun point de vue la destinée

humaine, quelque favorablement qu'on la juge, soit assez bonne pour qu'il y ait à s'applaudir d'activer l'accroissement de notre nombre. D'ailleurs, plus que jamais, de nos jours un des grands problèmes sociaux est de trouver de l'emploi, de la place, de la nourriture pour l'augmentation des vieilles populations, dont la progression accélérée est, surtout sera un de nos grands embarras. Bien que la donnée de Malthus, qui assigne à la population une progression géométrique, tandis qu'il n'assigne aux subsistances qu'une progression arithmétique (¹) ; bien que cette prétendue loi soit parfaitement fantastique, arbitraire et fausse, il n'en est pas moins vrai que l'accroissement de la population marche de nos jours beaucoup plus rapidement que celui des subsistances, et que les absurdes prédications des sophistes du XVIII[e] siècle pour la rapide multiplication de l'espèce sont plus que jamais inopportunes. Dans un tel état de choses, il est évident que tous les espaces salubres et fertiles du globe, surtout à notre portée,

(¹) Il est évident que la progression des subsistances n'est point indéfinie; sa durée est limitée par les facultés productives de la terre. Quant à la progression de la population, elle est très-variable, accrue d'ordinaire par l'aisance; quelquefois par la misère, comme en Irlande ; la durée de cette progression pourrait être dite indéfinie, n'étaient la misère et la disette qui la limitent par la mort. Le système récent de M. Doubledoy, qui la limite par le bien-être, fixant à la population une progression en raison inverse de l'aisance et directe de la misère ; ce système, basé, selon l'auteur, sur une loi humanitaire, providentielle, jusqu'ici méconnue, serait fort rassurant pour les pays neufs et pour bien des vieux pays qui espèreraient se préserver par l'aisance d'un excès de population. Encore faudrait-il (le comment offre bien quelque difficulté, dans les pays surchargés de population et de misère, trouver le moyen d'établir d'emblée l'aisance comme restreinte, *check*, à la population surabondante, bien plus comme cause de diminution. Mais ce système, appuyé, comme presque tous les paradoxes sur quelques faits partiels, sur l'Irlande par exemple, a contre lui la probabilité des faits sans nombre, et tout d'abord malheureusement les Etats-Unis.

demeurent pour l'humanité des débouchés précieux aux surcroîts présents ou à venir de population, d'inappréciables *en cas*, destinés à reculer du moins l'insoluble problème, le formidable abîme devant lequel, à une époque quelconque, l'humanité se trouvera placée. Il est évident que le grand fait historique du si hâtif développement d'une nationalité nouvelle, qui a si rapidement occupé, accaparé un des plus immenses espaces de réserve pour les trop-pleins de population, que ce fait, quelque brillant qu'il puisse être, est un malheur humanitaire.

Quelle que soit l'importance immense, ce me semble, de cette considération, c'est à des considérations d'un ordre plus général, quoique non supérieures, que j'ai hâte d'arriver. Les Etats-Unis sont la seule réalisation d'*Etat* républicain-démocratique qui ait jamais apparu ; c'est, j'ose l'affirmer, à moins que dans les évolutions futures des âges quelque autre combinaison aussi anormale, et du même genre d'anomalie, ne se produise, la seule qui apparaîtra jamais ; car, à part une aussi extrême anomalie, la République démocratique est une impossibilité. Dans le passé il n'en a jamais existé. La République romaine fut essentiellement aristocratique. Ainsi furent celles de Grèce, y compris les Etats qui passèrent pour les plus démocratiques, mais où l'esclavage constituait les citoyens en véritable aristocratie ; Etats microscopiques d'ailleurs, révolutions en permanence. Microspiques aussi, véritables municipalités où l'élément aristocratique joue un grand rôle, furent les Républiques italiennes du moyen âge, livrées à d'incessantes perturbations, à des révolutions, des anarchies toujours renaissantes (1).

(1) Quand on lit le grand ouvrage, excellent à tant d'égards, de l'excellent et savant M. de Sismondi, sur les Républiques italiennes, ouvrage bien souvent faussé dans ses appréciations par l'esprit de libéralisme moderne, l'impression qu'on ressent est celle d'une immense pitié, lassitude, dégoût pour toutes ces Républiques, toutes

Venise : aristocratie d'une classe sur une ville, d'une ville sur un petit Etat. Les villes libres d'Allemagne : municipalités non souveraines. Les Provinces-Unies : petite fédération de petites corporations, aux droits traditionnels et assises sur la tradition, fortement saturées d'aristocratie, pondérées par le monarchique Stathoudérat. La Suisse : de même,

ces anarchies, ces constitutions, ces gouvernements, ces révolutions éphémères. Cette singulière liberté repousse autant la sympathie que les petites tyrannies qui s'improvisent, et l'étranger des divers points de l'horizon appelé par l'anarchie à venir conquêter. On trouve au prix de tant de malheur, d'un si triste spectacle, d'une énorme corruption, beaucoup, beaucoup trop payés, s'ils en sont les produits, un certain mouvement dans les esprits, surtout dans les imaginations, un certain progrès dans l'élégance extérieure et les manières, dans le bien-vivre, dans les arts et le grand poème de la *Divine Comédie*. Ce poème (pardon de cette digression), dans toute sa trop grande partie spécialement inspirée par l'esprit politique d'alors, avec toutes ses personnalités haineuses, étroites et sans intérêt, fait à l'œil impartial l'absurde effet que nous ferait maintenant je ne sais quel pamphlet politique, quel centon de petits journaux intercalés dans quelque grande œuvre cyclique ou encyclopédique. Les diamants de poésie étincelant sur cette trame n'en rachètent point l'incohérent et l'incongru. Pétrarque écrivit à la cour d'Avignon ; l'Arioste et Tasse, et tous les grands artistes, hôtes des cours, sont postérieurs à l'époque républicaine. Mais pour nous, étrangers au fétichisme féroce de l'art, des Dante et des Giotto, des Cimabue, fût-ce même des Raphaël et des Michel-Ange à foison, ne compenseraient pas une faible portion des misères de la calamiteuse époque si vantée. Hors les souffrances fécondes du labeur, il n'est pas une œuvre d'art, tableau, monument, poème, qui vaille une souffrance, une larme humaine. On éprouve un grand soulagement, une grande consolation, quand cette époque expire sous ses excès, et que l'Italie haletante, toute morcelée et disputée qu'elle est encore, commence à respirer sous le sceptre de dynasties indigènes qui se fondent, ou de souverainetés étrangères qui s'imposent. Les histoires de *peuples libres* arrivent assez généralement à produire cet effet.

sauf le Stathoudérat; mais, par sa neutralité, exceptionnellement protégée contre sa faiblesse intestine. Restent donc les Etats-Unis. Quelque peu neuf que soit ce qu'il y a à en dire pour leur ôter toute valeur comme exemple, on est loin d'avoir suffisamment fait passer cette évidence dans la conviction générale. Les prétendus politiques contemporains les citent sans cesse à titre d'argument. L'écrivain qui, ce me semble, les a observés avec le plus de perspicacité, l'auteur de la *Démocratie en Amérique*, est loin d'avoir suffisamment mis en relief ce fait absolu de leur non valeur comme type. Il n'a point assez explicitement énoncé que son œuvre si remarquable est purement une très-intéressante *monographie* d'un fait complètement anormal, d'une merveilleuse et transitoire idiosyncratie, et que cette monographie ne peut en rien être considérée comme une étude de démocratie en général prise sur un exemple particulier, comme un type pris sur le fait, de ce genre de société. L'attitude de cet auteur dans un récent et triste débat justifie encore et explique le reproche que je fais à son livre; car dans ce débat, dirai-je parlementaire, l'auteur argumente du fait américain.

Je me borne à indiquer les caractères essentiellement exceptionnels de la société américaine, caractères dont la réunion a seule pu rendre possible cette République démocratique sur une grande échelle. Je dis la réunion, car je ne pense pas que la suppression d'une seule de ses conditions eût laissé exister, et si cette suppression advient, laisse subsister la possibilité. Mettons de côté l'esclavage, stigmate odieux de la moitié de l'Union, par qui périra peut-être l'Union entière, mais qui plus probablement n'aura d'abord d'autre effet que de la briser en au moins deux fragments, et cela peut-être très-prochainement. On ne doit rien déduire de l'esclavage contre la grande moitié septentrionale qui peut subsister par elle-même, et où se produit l'état social qu'on peut le mieux prendre pour idéal.

Voici les conditions exceptionnelles que je veux indiquer : 1° La race américaine tient de son origine anglaise une habitude traditionnelle particulière à la race anglo-saxonne et due à son éducation séculaire comme nation : habitude de délibérations régulières, de discussions calmes et contenues dans leurs spécialités, d'intervention dans le règlement de ses intérêts, enfin de *selfgovernment* partiel ; elle tient de plus de cette origine un grand respect pour la *loi* comme loi, et pour les *précédents* comme précédents. 2° Cette race, et surtout la portion de cette race par qui furent fondées les colonies américaines les plus influentes, celles de la Nouvelle-Angleterre, la postérité des *Pilgrims*, des exilés volontaires, qui, sacrifiant tout à leur conscience religieuse, allèrent créer par-delà l'Atlantique des sociétés presque théocratiques, cette race, dis-je, est plus profondément imbue qu'aucune autre, non-seulement du sentiment religieux, qui règle peu, mais d'une foi religieuse positive, qui règle tout. Elle y trouve une norme, un frein, si nécessaires pour suppléer à l'absence de toute autorité temporelle placée en dehors de la masse. 3° Un trait essentiel encore, apanage distinctif et exclusif de la race anglo-saxonne, c'est un esprit éminemment *pratique*, entreprenant, persévérant, patient, opiniâtre, d'où résulte qu'elle poursuit et d'ordinaire accomplit ce qu'elle entreprend, et d'où provient généralement un extrême éloignement pour les chimères, les aberrations, les théories creuses ou hasardées, et les brusques revirements d'idées, de tendances et d'action. 4° L'Amérique est une *fédération* d'Etats constitués par les précédents historiques, appartenant tous [1] à la même race, et qui doivent à ces précédents juste la dose d'individualité et d'homogénéité la plus opportune pour consti-

[1] Sauf la Louisiane et la Floride ; dans l'origine, car maintenant la population française et espagnole se submerge dans la population anglo-américaine.

tuer un tout *fédéral*. 5° Cette fédération, chose bien importante, n'a pas de capitale; son gouvernement n'est pas à la merci des excitations, des agitations d'une grande ville, de l'influence, de la folle prépotence d'une population agglomérée, composée en grande partie des éléments les moins sains du pays, et qui, se disant le pays, prétend le régenter, l'opprimer, l'exploiter, l'absorber. Son gouvernement n'est pas obligé pour son salut de se cuirasser d'une garnison formidable; il n'est pas à la merci du premier *mob* échappé à l'œil momentanément distrait d'une police. Le premier congrès siégea à Philadelphie; autour de lui, dès sa première session, si je ne me trompe, grandirent les tumultes populaires dans cette cité, pourtant comparativement si calme, de Penn, cité presque sans populace, et dont la population n'atteignait pas, j'imagine, 80,000 âmes. Ces troubles indiquèrent un danger qu'heureusement la jalousie des autres Etats et la sagesse de quelques hommes ne laissèrent pas s'établir. *Washington city* fut fondée. Sans doute les fondateurs ne firent pas preuve de sagesse pour l'avenir, quand, dans un vain orgueil architectonique, ils destinèrent, par son plan démesuré, cette résidence fédérale à devenir une grande ville. Mais le fait, comme souvent dans l'histoire, se chargea de corriger l'œuvre de la pensée humaine. Et Washington, ville à peine, demeura éparpillée sur le sol presque désert du plan primitif, insignifiante, ininfluente, et comme il fallait qu'elle le fût, simple séjour du gouvernement central : Président, chambres et ministères. 6° L'Amérique n'a pas de voisins. Sauf le Canada, qui ne peut la menacer sérieusement de tous côtés, la mer ou le désert. Dans son humeur ambitieuse et tracassière de démocratie, elle a bien pu malheureusement, dans ces derniers temps, franchir l'un et l'autre de ces remparts pour aller guerroyer contre l'infortuné Mexique; mais elle ne court aucun risque d'être attaquée. D'où résulte que, quelque faibles que soient

le lien fédéral et l'action gouvernementale, quelque grande que soit la division de vues et de volontés dans son sein, elle ne court en conséquence de ces divergences intestines aucun danger de la part de voisins qu'elle n'a pas. Elle peut, sauf les rares caprices de tracasserie au dehors qui peuvent lui venir, demeurer étrangère aux querelles, aux révolutions, aux folies de toutes les nations du globe. Je le répète, aucun danger extérieur sérieux n'existe pour elle. 7° En sûreté du côté de ses frontières, elle peut, n'ayant heureusement pas jusqu'à ce jour senti le besoin de se défendre chez elle avec de nombreuses baïonnettes contre des conspirateurs, des utopistes anarchistes, des barbares de l'intérieur, elle peut se passer presque entièrement d'armée. De là, immense économie, suppression de la plus énorme source de dépenses. De là surtout, absence de tous les dangers qu'une nombreuse armée, bien plus, une armée victorieuse, fait planer sur une société républicaine, sur le *selfgovernment;* dangers inéludables où, au bout d'un court laps de temps, cette non viable utopie doit périr. 8° Enfin, et c'est là la grande, l'immense cause exceptionnelle à laquelle la République démocratique en Amérique doit de vivre, le prolétariat, le paupérisme, la surabondance de population, le manque d'emploi pour les énergies, les convoitises, les ambitions diverses, n'existent réellement, et d'assez longtemps encore n'existeront pas en Amérique. Avec le bas prix des terres dans ses contrées déjà partiellement habitées, avec ses immenses espaces vacants et des déserts indéfinis s'étendant à l'ouest jusqu'à la mer Pacifique, il y a de la place pour tous; le travail surabonde, et par conséquent est largement rétribué. Tout homme peut, s'il le veut, gagner amplement ce qu'il lui faut pour vivre, économiser, arriver à la propriété, l'accroître; il peut même raisonnablement espérer dans ce monde aléatoire rencontrer de faciles chances d'atteindre à un degré quelconque de ri-

chesse, à une position influente et élevée. Si son activité ne trouve pas un emploi satisfaisant dans les comparativement vieilles régions de l'est, il va dans le *far west* chercher ces terrains vierges et d'une fécondité merveilleuse, que le Gouvernement central vend presque pour rien, et qui, grâce à la quantité des ventes, n'en sont pas moins pour le trésor de l'Union une inappréciable ressource, inconnue, hélas! aux budgets surchargés d'Europe; il y trouve des sociétés non encore assises, dans les cadres élastiques desquelles il peut prétendre sans subversion aux positions les plus hautes. Ainsi, jusqu'à ce que l'espace soit rempli, est supprimé l'effrayant péril des Etats modernes, et les forces vives de la société échappent à l'action anti-sociale et subversive de l'incurable paupérisme, des industries intermittentes, des activités, des ambitions inoccupées, des prétentions qui ne peuvent être des espérances qu'en impliquant et appelant la subversion. Ainsi un large champ est ouvert à toutes les énergies, même celles anormales et dangereuses en d'autres pays. Ainsi est épargnée pour un temps à l'Union la plus grande cause de souffrance, de démoralisation, d'anarchie, de révolution et de ruine.

Voilà pourquoi, exclusivement pourquoi, les Etats-Unis se sont trouvés possibles. Et malgré cela, toujours laissant de côté les questions d'esclavage, ils ont manqué périr en naissant, périr de banqueroute et d'anarchie entre la paix de 82 et la constitution de 88; un groupe de quelques hommes illustres, rare présent de la destinée, seul les a sauvés : Washington, Madison, Jay, Hamilton, Adams et quelques autres; pas Jefferson. Les Etats-Unis ont couru danger de vie au début de la présidence de Washington et de la révolution française, par l'entraînement à la guerre, par les incitations anarchiques de la propagande; Washington, par sa haute influence personnelle, les a sauvés. Lors de leur seconde guerre contre l'Angleterre, l'impuissance du

Gouvernement central à vaincre les insubordinations d'Etats qui se refusaient à la guerre apparut pleine de périls. Dans le *tous les jours* de la vie politique, les excès de la presse révoltants et redoutables ; les résistances d'Etats aux mesures du Gouvernement central qui leur déplaisent, et les *nullifications;* l'amour de la guerre; l'oblitération du sens moral de justice politique ([1]); les banqueroutes partielles d'Etats; l'absence de répression suffisante contre les quelques émeutes qui se sont produites dans de grandes villes; l'horrible *lynch law*, rarement appliquée sans doute, mais souvent présentée comme menace, et toujours, que je sache, impunément; et à peu près tous ces faits spéciaux ou généraux, *parce que* république et démocratie; tout cela, dans des circonstances pourtant si favorablement exceptionnelles, a plus d'une fois déjà mis en question la durée du noble phénomène, et présente un grave symptôme, une redoutable présomption contre sa solidité, même avant que disparaissent les circonstances exceptionnelles qui le font possible. Peut-être ne vivra-t-il pas jusqu'à l'épuisement du talisman anormal qui le protége. S'il succombe avant, ce qu'à Dieu ne plaise, il ne se relèvera pas de sa chute pour épuiser sa chance exceptionnelle de vie; un pareil phénomène ne se restaure pas. Puisse-t-il vivre autant que le talisman ! mais très-certainement il ne vivra pas plus longtemps. Je le répète : en dehors du cercle magique où en Amérique est née et vit la République démocratique, le *selfgovernment* absolu est une *impossibilité*. Je ne veux certes pas dire que mitigé il soit possible.

([1]) Nulle part plus qu'à l'endroit de la politique envers les races indiennes.

